

EUROBAROMÈTRE FLASH 584

Défis et priorités de l'UE

RAPPORT EUROBAROMÈTRE

Juin 2026



Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

Enquête réalisée par Demoscopy à la demande de la direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la DG COMM)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Intitulé du projet

Eurobaromètre Flash 584 – Défis et priorités de l'UE

Rapport

FR

Numéro de catalogue

NA-01-26-031-FR-N

ISBN

978-92-68-41278-7

doi : 10.2775/2560997

© Union européenne, 2026

<https://europa.eu/eurobarometer>



*Eŭropo
Demokratio
Esperanto*

Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europokune](#)- Europe Ensemble - et [Europe Démocratie Espéranto](#).

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document «Eurobaromètre» [n'existait qu'en](#) anglais, dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais [disponibles dans toutes les langues officielles](#).

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les « documents importants » ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontaktu nin-Ek ! Eŭropo kune !](#)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

Table des matières

Introduction.....	4
Principales constatations.....	6
1. Exposition et risques auxquels les enfants sont confrontés sur les médias sociaux.....	8
1.1 Exposition et réponses à des informations fausses et trompeuses en ligne.....	8
1.2 Les risques auxquels les enfants sont confrontés en ligne et leur protection.....	12
2. Perceptions de la démocratie et de l'État de droit.....	17
2.1 Identification des piliers de la démocratie.....	17
2.2 Satisfaction mitigée à l'égard de l'État de droit au niveau national et au niveau de l'UE.....	19
2.3 Scepticisme à l'égard de l'action citoyenne visant à influencer le processus décisionnel de l'UE.....	23
3. La crise énergétique.....	26
3.1 Les énergies renouvelables, première mesure pour s'éloigner des combustibles fossiles.....	26
3.2 Hausse des prix de l'énergie: réduire la consommation plutôt que le changement structurel.....	28
4. Perception de la politique commerciale et de la souveraineté économique.....	30
4.1 Coopération dans les négociations commerciales.....	30
4.2 Diversification des relations commerciales.....	32
5. Perceptions des principaux défis de l'UE.....	34
5.1 Perceptions des Européens sur les principaux défis de l'UE.....	34
5.2 Priorités que les Européens attendent de l'UE.....	38
6. Sécurité et défense de l'UE.....	41
6.1 Menace perçue pour la sécurité nationale et soutien à l'autonomie de défense de l'UE.....	41
6.2 Confiance dans l'UE pour renforcer la sécurité et la défense.....	44
7. Spécifications techniques.....	47
8. Questionnaire.....	49

Introduction

L'Union européenne traverse une période d'incertitude politique, économique et sociétale importante. Les questions de sécurité et de défense, l'autonomie stratégique, les pressions énergétiques, la compétitivité, la résilience démocratique et la désinformation sont toutes devenues au cœur du débat public sur l'avenir de l'UE. Ce contexte se reflète dans les données récentes de l'Eurobaromètre: 68 % des Européens conviennent que la sécurité de leur pays est menacée dans le contexte international actuel, une perception partagée par tous les États membres.¹ Dans ce contexte, les perceptions des citoyens fournissent une indication importante de la manière dont le rôle, les forces et les vulnérabilités de l'UE sont compris dans les États membres. Un précédent Eurobaromètre Flash, publié en septembre 2025, examinait déjà les points de vue des citoyens sur l'avenir de l'Union européenne, y compris leur degré d'optimisme, leur évaluation des principaux atouts et défis de l'UE et leurs attentes concernant les principales priorités politiques. Ses résultats ont mis en évidence l'importance continue de ces thèmes et confirmé la nécessité de suivre l'évolution de l'opinion publique dans un environnement en évolution rapide.

La Commission européenne lance donc un nouvel Eurobaromètre Flash afin de mettre à jour et d'approfondir les données disponibles sur les points de vue des citoyens sur les défis et les priorités auxquels l'Union européenne sera confrontée en 2026. L'enquête permettra de mesurer la manière dont les citoyens de l'UE-27 perçoivent les principaux problèmes auxquels l'Union est confrontée, les domaines qui, selon eux, devraient faire l'objet d'une attention prioritaire et la manière dont ils perçoivent l'orientation plus large de l'UE en réponse aux pressions actuelles et émergentes. Il maintiendra également un nombre limité d'indicateurs de tendance de la vague précédente, ce qui permettra d'évaluer les changements au fil du temps sur certains sujets essentiels tels que l'optimisme quant à l'avenir de l'UE, les forces et les

défis perçus, les priorités politiques, la démocratie, la confiance économique et la sécurité. Parallèlement, le questionnaire abordera des questions particulièrement pertinentes pour le programme actuel, notamment la défense, l'autonomie stratégique, la position de l'UE dans le monde, la crise énergétique, l'innovation, la simplification et la désinformation. Les résultats fourniront en temps utile des éléments de preuve comparables à l'appui des activités de réflexion stratégique et de communication de la Commission dans la perspective du discours sur l'état de l'Union de septembre 2026.

Au nom de la Commission européenne, direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la DG COMM), Demoscopy a interrogé la population générale âgée de 15 ans et plus dans l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne (UE).

Entre le 19 et le 24 juin 2026, 25 904 entretiens ont été menés à l'aide d'un CAWI (Computer Assisted Web Interviewing) avec environ 1 000 entretiens réalisés dans des pays plus grands et 500 entretiens dans des pays plus petits (LU, CY, MT).

1 Eurobaromètre Flash 574, L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace, Commission européenne, DG DEFIS, janvier 2026, [L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace – Enquête Eurobaromètre](#)

Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

Notes

- Les données de l'enquête sont pondérées
- Les résultats de l'enquête sont soumis à des tolérances d'échantillonnage, ce qui signifie que toutes les différences apparentes entre pays ou groupes peuvent ne pas être statistiquement significatives.
- Lorsque les répondants pouvaient sélectionner plus d'une réponse, la somme des pourcentages de réponse peut dépasser 100 %.
- Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle comme indiqué ci-dessous

BE	Belgique	FR	France	NL	Pays-Bas
BG	Bulgarie	HR	Croatie	AT	Autriche
CZ	Tchéquie	IT	Italie	PL	Pologne
DK	Danemark	CY	République de Chypre*	PT	Portugal
DE	Allemagne	LV	Lettonie	RO	Roumanie
EE	Estonie	LT	Lituanie	SI	Slovénie
IE	Irlande	LU	Luxembourg	SK	Slovaquie
EL	Grèce	HU	Hongrie	FI	Finlande
ES	Espagne	MT	Malte	SE	Suède

*Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'UE. Pour des raisons pratiques, les entretiens n'ont été menés que dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Principales constatations

Exposition et risques auxquels les enfants sont confrontés sur les médias sociaux

- 58 % des Européens ont trouvé des contenus qu'ils ne savaient pas fiables au cours des sept derniers jours, et 57 % ont trouvé des contenus qu'ils considéraient comme faux ou trompeurs. 42% pensent avoir rencontré des contenus qui pourraient faire partie d'une tentative étrangère d'influencer leur opinion, une part qui s'élève à 55% en Estonie et 54% en Lettonie, contre 35% aux Pays-Bas et en Belgique.
- Lorsqu'ils sont confrontés à des contenus suspects, les Européens sont presque également divisés entre le fait de les vérifier par rapport à d'autres sources (33 %) et le simple fait de les ignorer (32 %). Seulement 15% le signalent à la plate-forme, 15% en discutent avec leurs amis ou leur famille et 5% le partagent en ligne.
- Les Européens sont favorables à des réponses plus fermes et fondées sur des règles face à la désinformation: des sanctions plus sévères contre les contenus illicites (44 %) et des règles plus strictes en matière de plateformes (40 %) sont les deux mesures les plus fréquemment choisies, avant l'éducation et l'éducation aux médias (29 %).
- Sept Européens sur dix sont préoccupés par les risques auxquels les enfants sont confrontés en ligne, qu'il s'agisse de cyberintimidation ou de harcèlement (71 %), de toilettage en ligne ou d'exploitation sexuelle (70 %). Une majorité est préoccupée par tous les risques dans chaque État membre.
- 63 % des Européens souhaitent des règles contraignantes au niveau de l'UE limitant l'accès des enfants aux médias sociaux par âge: 36 % sont en faveur d'une interdiction pure et simple en dessous d'un certain âge et 27 % sont en faveur d'un accès différé. L'aide dépasse 50 % dans chaque État membre.

Perceptions de la démocratie et de l'état de droit

- La liberté d'expression (34 %), des élections libres et régulières (32 %) et le respect de l'état de droit et des droits fondamentaux (31 %) sont considérés comme les piliers les plus importants de la démocratie dans l'UE.
- 51 % des Européens sont satisfaits du respect de l'état de droit dans leur propre pays, contre 47 % au niveau de l'UE (contre 47 % insatisfaits). La satisfaction nationale varie de 91 % au Luxembourg à 29 % en Bulgarie.
- Aucune forme d'action citoyenne au-delà des élections n'est considérée comme efficace par une majorité: la participation directe des citoyens (par exemple, une initiative citoyenne européenne) arrive en tête de liste avec 46 %, tandis que le fait d'être membre d'une association ou d'une ONG est considéré comme l'action la moins efficace (35 %).

La crise énergétique

- Le développement d'une plus grande capacité d'énergie renouvelable est la principale mesure que les Européens associent à la transition de l'UE vers l'abandon des combustibles fossiles, citée en premier lieu par 35 % et au total par 56 %, bien avant les mesures d'efficacité énergétique (40 %) et les solutions nucléaires (32 %).
- Face à la hausse des prix de l'énergie, les Européens adaptent principalement leur comportement plutôt que d'investir dans des solutions structurelles: 31% ont réduit leur consommation globale d'électricité et 27% ont surveillé leur consommation d'énergie de plus près, contre seulement 16% investissant dans des appareils efficaces et 14% installant des solutions renouvelables. 11 % n'ont pris aucune mesure.

Commerce : diversification et coopération au niveau de l'UE

- 65 % des Européens estiment que l'UE devrait renforcer son indépendance économique en diversifiant ses relations commerciales, et 62 % pensent que les États membres obtiennent de meilleurs résultats en négociant ensemble au niveau de l'UE. Une majorité soutient les deux déclarations dans chaque État membre.

Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

- La confiance dans l'UE est le principal moteur de soutien: l'accord sur la coopération commerciale au niveau de l'UE s'élève à 72 % parmi ceux qui font confiance à l'UE, contre 49 % parmi ceux qui ne le font pas.

Perceptions des principaux défis et priorités de l'UE

- Le coût de la vie (39 %) reste la principale préoccupation des Européens, avant la guerre en Ukraine (33 %) et la migration irrégulière (32 %). Depuis septembre 2025, l'inquiétude concernant le coût de la vie a augmenté (+10 points de pourcentage) tandis que l'inquiétude concernant la guerre en Ukraine s'est atténuée (-14 points de pourcentage).
- Interrogés sur les priorités de l'UE, les Européens placent la migration irrégulière (25 %) et la sécurité et la défense (24 %) juste avant le changement climatique (21 %) et la

guerre en Ukraine (20 %), dans un classement beaucoup plus serré que pour les principaux défis de l'UE.

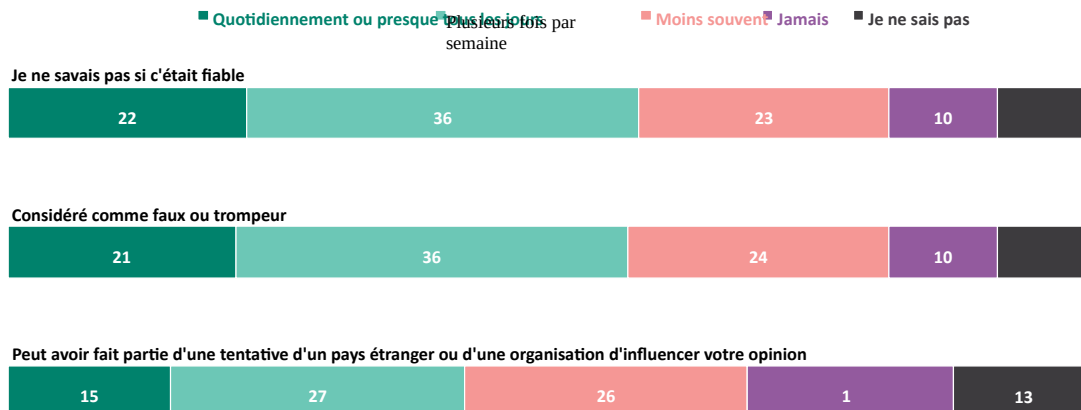
Sécurité et défense de l'UE

- 52 % des Européens estiment que la sécurité de leur pays est menacée, en baisse de 16 points depuis janvier 2026. Malgré cette baisse, 68 % conviennent que l'UE devrait renforcer sa capacité à se défendre de manière autonome, une majorité dans chaque État membre.
- 56 % des Européens font confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense et mieux protéger ses citoyens, en hausse de 4 points depuis janvier 2026, soit une majorité inférieure au soutien au principe d'autonomie de la défense de l'UE.

Eurobaromètre Flash Défis et priorités de l'UE

Q13 Au cours des sept derniers jours, combien de fois avez-vous rencontré des informations en ligne que vous ...

Several times a week



1. Exposition et risques auxquels les enfants sont confrontés sur les médias sociaux

1.1 Exposition et réponses à des informations fausses et trompeuses en ligne

Dans la pratique, la plupart des Européens rencontrent chaque semaine des contenus dont la fiabilité est douteuse.

Dans la pratique, l'exposition à des contenus en ligne dont la fiabilité est douteuse est très répandue. La question ne portait que sur les sept derniers jours, une courte période, et pourtant plus d'un Européen sur deux (58 %) avait trouvé un contenu dont il n'était pas sûr qu'il soit fiable, dont environ un sur cinq (22 %) sur une base quotidienne ou presque quotidienne. Une proportion similaire (57%) avait trouvé du contenu qu'ils croyaient faux ou trompeur, encore une fois environ un sur cinq (21%) chaque jour ou presque tous les jours. L'exposition perçue à l'ingérence étrangère est un peu moins répandue, mais loin d'être marginale: 42% ont trouvé du contenu qui, selon eux, pourrait faire partie d'une tentative d'un pays ou d'une organisation étrangère d'influencer leur opinion. Bien que cette proportion reste inférieure à 50 %, elle reste très importante.

Le doute sur l'information est général, mais l'ingérence étrangère perçue est la plus élevée sur le flanc est

La fréquence d'exposition varie d'un État membre à l'autre, mais les pays déclarant l'exposition la plus

fréquente ont tendance à le faire sur les trois éléments à la fois. L'exposition régulière, au moins une fois par semaine, au contenu dont la fiabilité est douteuse est la plus élevée dans les États baltes, en Croatie, en Grèce et en Roumanie, où elle varie d'environ 65 % à 72 %, et la plus faible en France (50 %), en Allemagne (52 %), aux Pays-Bas (53 %) et en Belgique (54 %). Le classement est presque identique pour le contenu que les répondants croyaient faux ou trompeur.

L'exposition perçue à l'ingérence étrangère se distingue. Ici, un schéma géographique clair apparaît, car les pays les plus fréquemment exposés sont ceux situés sur le flanc est de l'UE, le plus proche de la Russie. Au moins une fois par semaine, 55 % des personnes interrogées en Estonie, 54 % en Lettonie, 52 % en Lituanie, 50 % en Roumanie et 49 % en Pologne trouvent des contenus qui, selon elles, pourraient faire partie d'une tentative d'influencer l'opinion d'un pays ou d'une organisation étranger, contre 42 % en moyenne dans l'UE-27. L'exposition est la plus faible aux Pays-Bas et en Belgique (35 % chacun), en France (37 %) et en Allemagne (38 %). L'écart est encore plus grand en ce qui concerne la réponse opposée: environ un répondant sur quatre en Allemagne et aux Pays-Bas déclare ne jamais rencontrer un tel contenu, contre environ un sur

huit dans les États baltes. Plusieurs pays où le doute général sur l'information est élevé, tels que la Croatie et la Grèce, font néanmoins état d'une exposition beaucoup plus faible perçue à l'ingérence étrangère (45 % et 44 %), ce qui suggère qu'un large scepticisme à l'égard du contenu en ligne ne se traduit pas automatiquement par un sentiment de manipulation étrangère délibérée.

L'exposition fréquente est principalement motivée par l'utilisation des médias sociaux, et donc par l'âge.

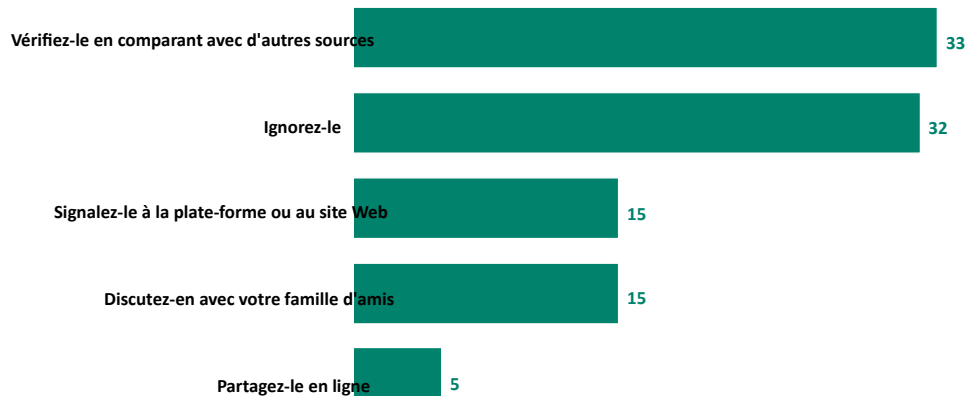
La façon dont cette exposition est distribuée suit une logique assez simple: plus une personne utilise les médias sociaux pour se tenir informée, plus elle a de chances de trouver du contenu qu'elle considère comme peu fiable. L'utilisation des médias sociaux à des fins d'information est de loin le facteur le plus important. Les utilisateurs quotidiens signalent une exposition hebdomadaire à des contenus dont la fiabilité est douteuse beaucoup plus souvent que les non-utilisateurs (63 % contre 34 %), et l'écart est encore plus important en ce qui concerne l'ingérence étrangère perçue (48 % contre 17 %, 41 % des non-utilisateurs affirmant ne jamais rencontrer de tels contenus). Un effet d'âge est également présent, bien qu'il soit susceptible d'être en partie lié à l'utilisation des médias sociaux, car les jeunes sont les utilisateurs les plus lourds de ces plateformes. Les répondants âgés de 15 à 24 ans sont les plus susceptibles de déclarer une exposition fréquente, avec 71 % pour le contenu de fiabilité douteuse et 53 % pour l'ingérence étrangère présumée, comparativement à 51 % et 32 % respectivement chez les personnes âgées de 55 ans et plus. C'est l'image miroir de la tendance observée pour la préoccupation au sujet des risques auxquels sont confrontés les enfants, où les répondants plus âgés se sont démarqués. Les autres variables pointent dans la même direction. Les répondants qui n'exercent pas d'activité professionnelle, la plupart d'entre eux étant à la retraite, sont parmi les moins exposés (51 % et 32 %), tandis que le sexe, l'éducation et le lieu de résidence font peu de différence.

Les Européens sont divisés entre vérifier le contenu suspect et simplement l'ignorer

Quand ils trouvent des informations qu'ils pensent être fausses ou trompeuses, les Européens sont divisés entre deux réactions très différentes de poids presque égal. Un troisième vérifie l'information en la comparant à d'autres sources (33%), alors que presque autant l'ignorent simplement (32%). La vérification est donc la réponse la plus courante, mais seulement par une marge étroite sur le désengagement. Les autres réactions sont moins fréquentes: 15% signalent le contenu à la plate-forme ou au site Web, et la même part (15%) en discutent avec des amis ou de la famille. Très peu de personnes interrogées déclarent le partager en ligne (5 %), ce qui suggère que la diffusion active de contenus considérés comme faux reste limitée.

Eurobaromètre Flash Défis et priorités de l'UE

Q14 Lorsque vous rencontrez des informations en ligne qui, selon vous, pourraient être fausses ou trompeuses, que faites-vous habituellement (plusieurs réponses possibles)



L'équilibre entre la vérification et l'ignorance varie considérablement d'un pays à l'autre

Bien que la vérification et l'ignorance soient presque liées au niveau de l'UE, l'équilibre entre les deux varie considérablement d'un État membre à l'autre. La part qui vérifie l'information par rapport à d'autres sources est assez stable, mais la part qui l'ignore simplement varie d'environ un sur cinq à plus de quatre sur dix. La vérification prévaut clairement en Estonie (40% contre 22% ignorent), ainsi qu'en Pologne, en Autriche et en Roumanie, tandis que l'ignorance domine au Danemark (41% ignorent contre 24% contrôle), en Croatie (44% ignorent contre 28% contrôle), aux Pays-Bas (42% ignorent contre 27%) et en Irlande (40% ignorent contre 27% contrôle). La propension à signaler des contenus à la plateforme varie également, allant d'environ 10 % en Finlande et en Lettonie à plus de 20 % au Portugal, à Chypre et en Roumanie.

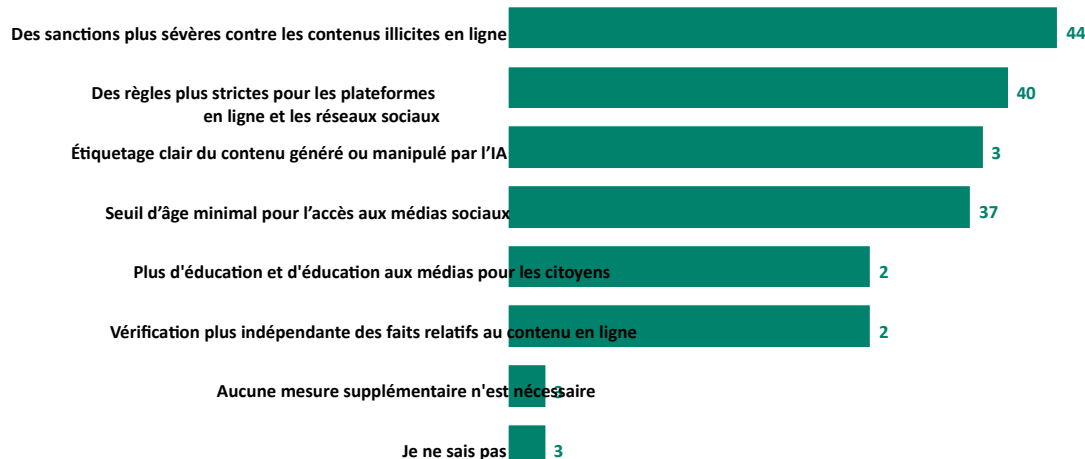
Les Européens accordent la priorité à des mesures plus fermes et fondées sur des règles plutôt qu'à des mesures plus souples

Interrogés sur les mesures à privilégier pour réduire l'incidence négative des informations fausses ou trompeuses en ligne et sur la possibilité d'en choisir jusqu'à deux, les Européens accordent la priorité à des mesures plus fermes et fondées sur des règles. Les quatre plus fréquemment choisis sont tous de nature réglementaire et se regroupent étroitement:

des sanctions plus sévères contre les contenus illicites en ligne (44 %), des règles plus strictes pour les plateformes de médias sociaux et en ligne (40 %), un étiquetage clair des contenus générés ou manipulés par l'IA (38 %) et un seuil d'âge minimal pour l'accès aux médias sociaux (37 %). Les mesures qui reposent sur l'autonomisation des citoyens sont plus faibles: plus d'éducation et d'éducation aux médias, ainsi qu'une vérification des faits plus indépendante, sont choisies par 29 % d'entre elles. Presque personne ne considère qu'aucune mesure supplémentaire n'est nécessaire (3 %), ce qui indique une demande d'action quasi universelle.

Les mesures réglementaires mènent dans presque tous les États membres

Q15 Parmi les mesures suivantes, lesquelles, le cas échéant, devraient être privilégiées pour réduire l'incidence négative de l'informatisation fausse ou trompeuse en ligne? (*Plusieurs réponses possibles, maximum 2*)



La préférence pour les mesures réglementaires se retrouve dans l'ensemble de l'Union européenne. Des sanctions plus sévères contre les contenus illicites en ligne et des règles plus strictes pour les plateformes de médias sociaux et en ligne figurent parmi les mesures les plus fréquemment choisies dans presque tous les États membres. Le soutien au renforcement des sanctions est le plus élevé au Portugal (52 %), en France (50 %), ainsi qu'en Espagne et en Roumanie (49 % dans les deux cas), et le plus faible en Lettonie (31 %). Les mesures qui reposent sur l'autonomisation des citoyens, à savoir davantage d'éducation et d'éducation aux médias et une vérification des faits plus indépendante, sont moins bien classées dans la plupart des pays. Partout, seule une petite minorité estime qu'aucune mesure supplémentaire n'est nécessaire.

1.2 Les risques auxquels les enfants sont confrontés en ligne et leur protection

Une préoccupation large et intense sur les risques

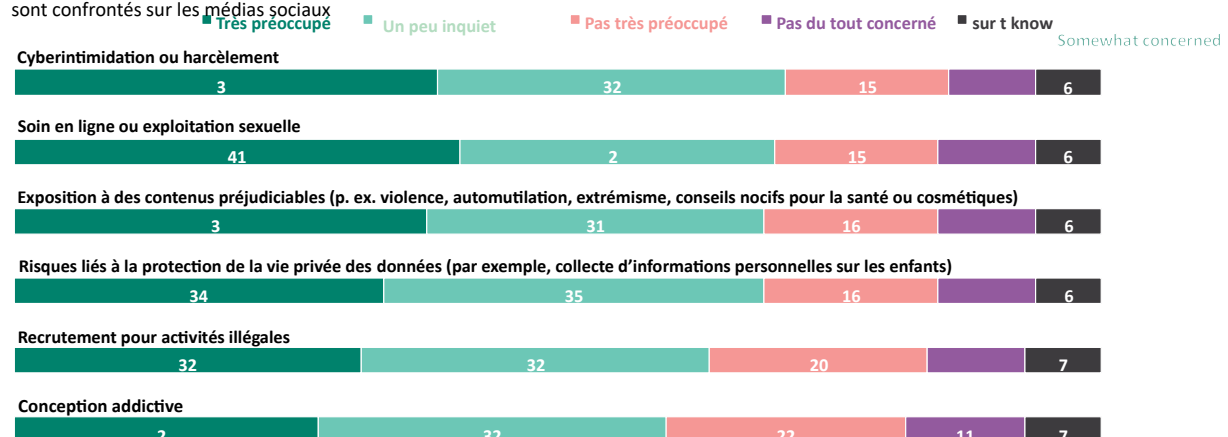
Les résultats montrent qu'une très grande partie des Européens sont préoccupés par les différents risques auxquels les enfants peuvent être confrontés sur les médias sociaux. Pour chacun des risques testés, près de sept répondants sur dix se disent concernés et les niveaux mesurés sont globalement assez proches les uns des autres. La cyberintimidation ou le harcèlement (71 %) et le toilettage ou l'exploitation sexuelle en ligne (70 %) suscitent le plus d'inquiétudes, suivis par l'exposition à des contenus préjudiciables tels que la violence, l'automutilation ou l'extrémisme (69 %) et les risques liés à la confidentialité des données (69 %). Il est légèrement inférieur, bien que toujours partagé par une nette majorité, pour le recrutement pour des activités illégales (64%) et la conception addictive des plateformes (60%). Tout aussi remarquable est l'intensité de cette préoccupation. La proportion de répondants qui se disent «très préoccupés», plutôt que simplement «un peu préoccupés», est importante. Près de quatre Européens sur dix sont très préoccupés par le toilettage en ligne ou l'exploitation sexuelle (41 %), la cyberintimidation ou le harcèlement (39 %) et l'exposition à des contenus préjudiciables (38 %). La proportion est légèrement plus faible en ce qui

concerne les risques liés à la confidentialité des données (34 %), le recrutement pour des activités illégales (32 %) et la conception addictive (28 %), mais elle reste élevée en termes absolus. Il convient de souligner que cette question a été posée à tous les Européens, et pas seulement aux parents, ce qui rend l'ampleur des préoccupations d'autant plus frappante. Enfin, seuls 6 à 7 % des répondants répondent «ne savent pas» pour un risque donné, ce qui montre que les Européens sont facilement en mesure de se positionner sur ces questions.

Une majorité est concernée dans chaque État membre de l'UE

Dans chaque État membre, une majorité de répondants sont préoccupés par chacun des risques testés. Même dans les pays où les préoccupations sont les plus faibles, comme la Belgique, l'Allemagne, la France, la Hongrie et l'Autriche, environ six répondants sur dix sont préoccupés par chaque risque. Aucun public national ne se distingue donc comme globalement indifférent, et les différences observées entre les pays sont, avant tout, des différences de degré. Les préoccupations sont plus vives dans un certain nombre d'États membres du Sud et de l'Est, dont la plupart sont des pays plus petits. En ce qui concerne l'exposition à des contenus préjudiciables, la part des répondants concernés varie de 63 % aux Pays-Bas et 64 % en Allemagne et en Belgique à 0 % en Irlande et 1 % au Portugal, pour atteindre près de 0 % à Malte et à

Q11 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par les risques suivants auxquels les enfants sont confrontés sur les médias sociaux



Chypre. Un écart comparable est constaté pour le toilettage en ligne ou l'exploitation sexuelle, de 64 % aux Pays-Bas à plus de 90 % à Chypre, et pour la cyberintimidation ou le harcèlement, la préoccupation la plus largement partagée de tous, qui va de 64 % en Allemagne à 95 % à Malte. Certains pays se distinguent par des risques spécifiques: le taux d'inquiétude concernant le recrutement pour des activités illégales, par exemple, atteint 72 % en Roumanie et en Slovaquie, ce qui est nettement supérieur à la moyenne de 64 % de l'UE-27. Parmi les six risques, les niveaux de préoccupation nationaux ont tendance à aller de pair: lorsque les répondants sont plus préoccupés par un risque, ils sont généralement plus préoccupés par les autres. Le Portugal, l'Estonie, l'Irlande et la Lituanie sont au-dessus de la moyenne de l'UE27 pour les six risques, tandis que la France, l'Allemagne, la Belgique et la Hongrie sont en dessous de cette moyenne pour chacun d'entre eux. L'exception la plus évidente est le design addictif, qui montre la plus grande variation entre les pays, de 50% en France et 52% en Suède à 90% à Malte. La France et la Suède sont nettement moins préoccupées par ce risque que par les autres, tandis que la Slovaquie est inférieure à la moyenne de l'UE27 pour la plupart des risques, mais supérieure à celle de la conception addictive. Les préoccupations concernant les dangers en ligne plus établis, tels que le toilettage ou le cyberharcèlement, semblent donc plus partagées dans l'ensemble de l'Union que les préoccupations concernant la manière dont les plateformes sont conçues pour retenir l'attention des enfants.

L'âge, bien plus que le sexe, suscite l'inquiétude, les plus de 55 ans étant les plus inquiets.

Les risques auxquels les enfants sont confrontés en ligne sont légèrement plus élevés chez les femmes que chez les hommes, bien que la différence reste modeste. Les femmes sont un peu plus préoccupées que les hommes par le toilettage en ligne ou l'exploitation sexuelle (72 % contre 6 %) et par l'exposition à des contenus préjudiciables (70 % contre 6 %), avec des écarts comparables sur les autres risques. La différence la plus notable est liée à l'âge. Les répondants âgés de 55 ans et plus sont

beaucoup plus préoccupés que les plus jeunes, et cela vaut pour tous les risques testés. Par exemple, 75 % des personnes âgées de 55 ans et plus sont préoccupées par l'exposition à des contenus préjudiciables, 76 % par le toilettage en ligne et la cyberintimidation, et 75 % par les risques liés à la confidentialité des données, contre 62 %, 64 %, 65 % et 62 % respectivement chez les personnes âgées de 25 à 39 ans. Les autres groupes d'âge sont assez proches les uns des autres. Il est à noter que les 25 à 39 ans sont en fait le groupe le moins concerné, même si cette tranche d'âge est susceptible d'inclure une forte proportion de parents de jeunes enfants. Par profession, les répondants qui ne sont pas en activité professionnelle sont les plus concernés, à environ 75% sur la plupart des risques. Ce résultat est probablement en partie confondu avec l'âge, car ce groupe est en grande partie composé de personnes âgées et retraitées. La composition du ménage va dans le même sens. Les répondants qui n'ont pas d'enfants de moins de 15 ans sont plus préoccupés (72 % à 74 % pour la plupart des risques) que ceux qui vivent avec trois enfants ou plus (environ 60 %). Là encore, la différence est au moins en partie liée à l'effet de l'âge, puisque les répondants plus âgés sont moins susceptibles d'avoir de jeunes enfants vivant à la maison.

Une nette majorité veut des règles contraignantes au niveau de l'UE pour protéger les enfants en ligne

Interrogés sur les mesures que l'UE devrait prendre pour renforcer la protection des enfants en ligne, les Européens sont clairement favorables à des règles contraignantes au niveau de l'UE. Les deux options qui impliquent des règles à l'échelle de l'UE sont choisies par 63 % des répondants: 36 % demanderaient à l'UE d'adopter des règles empêchant les fournisseurs de médias sociaux d'offrir leurs services aux enfants de moins d'un certain âge, et 27 % imposeraient aux fournisseurs de retarder l'accès des enfants à certaines plateformes dangereuses de moins d'un certain âge. Beaucoup moins de répondants se tournent vers d'autres approches: 15% donneraient la priorité au

Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

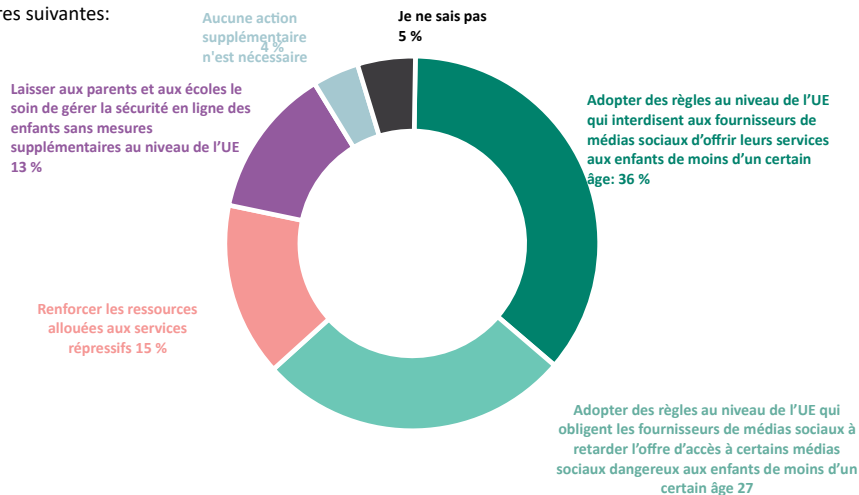
renforcement des ressources allouées aux services répressifs, et seulement 13% laisseraient la question aux parents et aux écoles sans mesures supplémentaires au niveau de l'UE.

Seulement 4% considèrent qu'aucune action supplémentaire n'est nécessaire, et 5% n'ont pas donné d'avis.

Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

Q 12 La législation sur les services numériques (DSA) impose aux plateformes en ligne de mieux protéger les enfants contre les préjudices, qui pourraient résulter, par exemple, de la cyberintimidation, du toilettage, de l'exposition à du matériel violent/extrémiste, d'une conception addictive ou de ce que l'on appelle des trous de lapin. Afin de renforcer encore la protection des enfants en ligne, l'UE devrait, selon vous, prendre l'une des mesures suivantes:



Le soutien aux règles de l'UE est partagé partout, avec des différences plus marquées en ce qui concerne une interdiction pure et simple.

La préférence pour les règles au niveau de l'UE est partagée par une majorité dans chaque État membre. Pris ensemble, les deux options qui impliquent des règles à l'échelle de l'UE sont soutenues par au moins une majorité partout, de 54 % en Autriche à environ 70 % ou plus dans plusieurs pays du sud et de l'est, tels que la Grèce (74 %), ainsi que le Portugal et la Roumanie (72 % dans les deux cas). Le soutien à l'action de l'UE visant à protéger les enfants en ligne est donc largement consensuel dans l'ensemble de l'Union européenne. Les différences sont toutefois plus marquées en ce qui concerne l'option d'une interdiction pure et simple, c'est-à-dire les règles de l'UE empêchant les fournisseurs de médias sociaux d'offrir leurs services aux enfants de moins d'un certain âge. Cette option va de 27% en Autriche et 28% en Allemagne à 44% en Irlande, au Portugal, en Roumanie, en Slovaquie et en Bulgarie, et jusqu'à 49% en Grèce. Le contraste reflète une différence dans l'instrument privilégié plutôt que dans le niveau global du soutien. Dans certains pays, l'opinion penche en faveur d'une interdiction pure et simple, comme en Grèce (49 %, contre 25 % pour l'accès différé), en Irlande (44 % contre 19 %) et en Bulgarie (44 % contre 23 %). Dans d'autres, il est favorable à une

approche plus progressive fondée sur le report de l'accès, comme en Estonie (41 % pour le report contre 30 % pour l'interdiction) et en Slovénie (39 % contre 30 %).

Le soutien à une interdiction pure et simple grandit avec l'âge et parmi les personnes les plus éloignées des médias sociaux

Le soutien aux règles au niveau de l'UE est stable dans tous les groupes sociaux, se situant entre environ 56 % et 69 % dans la quasi-totalité d'entre eux, ce qui confirme au niveau individuel le consensus déjà observé entre les pays. Comme pour les pays, les différences apparaissent sur le choix de l'instrument, et surtout sur le soutien à une interdiction pure et simple. Ce soutien augmente régulièrement avec l'âge, passant de 29 % chez les répondants âgés de 15 à 24 ans à 43 % chez ceux âgés de 55 ans et plus. Les répondants plus âgés sont également moins enclins à laisser la question aux parents et aux écoles (11 %, contre 18 % des plus jeunes). Le contraste le plus marqué, cependant, concerne l'utilisation des médias sociaux: les non-utilisateurs sont les plus favorables à une interdiction pure et simple (46 %) et les moins susceptibles de la laisser aux parents et aux écoles (6 %), tandis que plus une personne utilise les médias sociaux à des fins d'information, plus elle penche en faveur d'un accès différé plutôt que d'une interdiction. La présence d'enfants renforce le

Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

schéma d'âge. Les répondants qui n'ont pas d'enfants de moins de 15 ans sont plus favorables à une interdiction pure et simple (39 %) que ceux qui vivent avec trois enfants ou plus (29 %), qui penchent un peu plus en faveur d'un accès différé. Le sexe, l'éducation et le lieu de résidence, en revanche, font peu de différence.

2. Perceptions de la démocratie et de l'État de droit

2.1 Identification des piliers de la démocratie

Lorsqu'il s'agit d'identifier les piliers de la démocratie dans l'UE, la liberté d'expression vient en premier

Près d'un tiers des Européens considèrent la liberté d'expression (34 %) comme l'élément le plus important d'une société démocratique, suivie d'élections libres et régulières (32 %) et du respect de l'état de droit et de la protection des droits fondamentaux (31 %).

Si les libertés démocratiques fondamentales sont de loin la principale préoccupation des citoyens, la lutte contre la corruption et l'indépendance des institutions occupent également une place importante: lutte contre la corruption (28 %), indépendance du système judiciaire (26 %), transparence et responsabilité des dirigeants politiques (26 %).

Ces éléments sont bien en avance sur les questions relatives au pluralisme démocratique et à l'espace civique: la participation des citoyens au débat public et à la prise de décision (22 %), ainsi que la liberté et l'indépendance des médias (21 %).

Les droits des minorités (14%) et l'opposition politique (11%) sont cités beaucoup moins fréquemment.

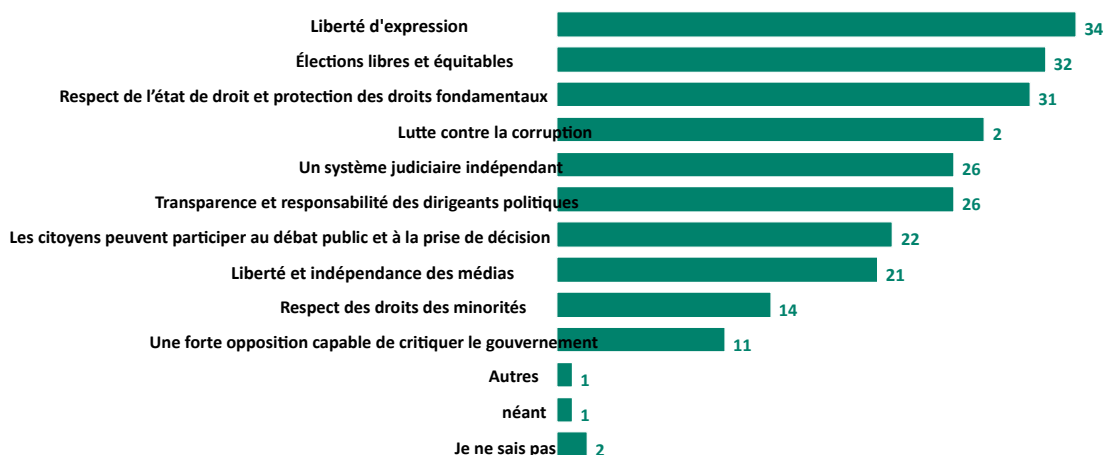
Les points de vue sur ce qui compte le plus dans une démocratie varient d'un État membre de l'UE à l'autre

Si la liberté d'expression est l'élément le plus cité au niveau de l'UE, son importance varie d'un État membre à l'autre: elle a tendance à prévaloir dans le nord-ouest, par exemple aux Pays-Bas (45 %), au Danemark (44 %) et en Suède (41 %). Les élections libres et régulières sont les plus citées par la Lettonie (43 %), la Roumanie (42 %) et la Lituanie (41 %).

D'autre part, la corruption pèse plus lourdement dans le sud et l'est: en Bulgarie, 50 % des personnes interrogées estiment que la lutte contre la corruption est l'élément le plus important d'une démocratie, bien au-delà de la moyenne de l'UE (28 %). Les proportions sont également élevées au Portugal (46 %), en Croatie (44 %) et en Grèce (42 %).

Le respect des droits des minorités et d'avoir une forte opposition à critiquer le gouvernement sont assez faibles dans chaque État membre, ne dépassant pas 22% (Luxembourg, pour les droits des minorités) et 21% (Malte, pour l'opposition), respectivement.

Q3 Selon vous, quels sont les éléments les plus importants d'une société démocratique?



Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

Q3 Selon vous, quels sont les éléments les plus importants d'une société démocratique?

Base : UE-27 (%)

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Liberté d'expression	34	38	22	33	44	38	33	32	32	24	36	31	36	29	27	26	32	29	29	45	37	34	25	30	28	30	36	41
Élections libres et équitables	32	33	35	37	36	38	38	37	20	26	26	31	23	21	43	41	28	36	32	43	35	39	28	42	30	32	41	41
Respect de l'état de droit et protection des droits fondamentaux	31	26	28	32	32	31	32	28	35	35	29	32	36	33	29	19	35	33	37	23	31	25	36	34	39	36	33	29
Lutte contre la corruption	28	20	50	27	20	17	23	21	42	41	26	44	30	41	31	38	20	31	18	15	24	22	46	40	36	35	20	22
Un système judiciaire indépendant	26	27	38	25	27	25	24	26	37	31	21	39	22	24	20	20	23	34	26	28	30	34	23	26	28	27	31	21
Transparence et responsabilité des dirigeants politiques	26	25	25	25	22	19	28	31	32	35	29	28	29	38	22	35	31	28	32	21	20	22	37	24	26	22	21	20
Liberté et indépendance des médias	21	17	18	24	21	21	26	19	18	19	18	20	22	19	21	26	25	20	25	24	21	31	16	15	27	21	22	26
Les citoyens peuvent participer au débat public et à la prise de décision	22	21	29	19	22	23	29	24	24	20	25	26	22	23	21	25	30	16	24	21	20	20	20	18	27	20	23	24
Respect des droits des minorités	14	14	5	6	12	14	13	16	10	11	17	8	19	17	10	6	22	11	19	11	11	12	15	9	9	10	12	11
Une forte opposition capable de critiquer le gouvernement	11	14	9	8	11	15	15	16	13	10	11	11	8	17	14	12	19	8	21	14	9	11	8	10	8	9	11	10

Les données sociodémographiques révèlent une fracture générationnelle marquée dans la façon dont les citoyens européens conçoivent la démocratie

Les répondants âgés de 55 ans et plus montrent un plus fort attachement aux piliers institutionnels de l'état de droit: ils sont plus susceptibles de citer des élections libres et équitables (38 % contre 26 % chez les 15-24 ans), le respect et les droits fondamentaux (38 % contre 24 %), un système judiciaire indépendant (33 % contre 18 %) et la lutte contre la corruption (30 % contre 21 %).

À l'inverse, les jeunes générations privilégient une conception plus participative et inclusive de la démocratie, en accordant une plus grande importance au respect des droits des minorités (20 % chez les 15-24 ans, contre 11 % seulement chez les 55 ans et plus) et à la capacité des citoyens à participer au débat public (24 % contre 21 %).

Ce même attachement à l'intégrité institutionnelle se retrouve également chez les citoyens qui sont plus critiques à l'égard du fonctionnement actuel de l'UE: ceux qui sont insatisfaits du respect de l'état de droit dans l'UE sont plus susceptibles de se classer dans la lutte contre la corruption (31 % contre 25 % parmi ceux qui sont satisfaits).

2.2 Satisfaction mitigée à l'égard de l'État de droit au niveau national et au niveau de l'UE

Les Européens sont divisés sur le respect de l'état de droit, en particulier au niveau de l'UE

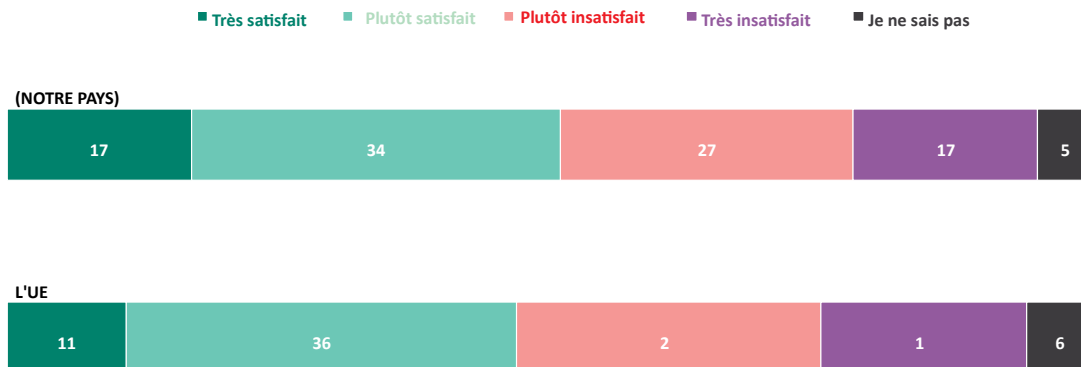
Une faible majorité d'Européens sont satisfaits du respect de l'état de droit dans leur propre pays (51 %, dont 17 % très satisfaits et 34 % plutôt satisfaits), contre 44 % insatisfaits (27 % plutôt insatisfaits et 17 % très insatisfaits).

Les avis sont plus partagés au niveau de l'UE: 47 % des Européens sont satisfaits du respect de l'état de droit dans l'UE (11 % très satisfaits, 36 % plutôt satisfaits), contre 47 % insatisfaits (28 % plutôt insatisfaits, 19 % très insatisfaits), ce qui donne à penser que les citoyens sont un peu plus critiques à l'égard de l'état de droit au niveau de l'UE qu'à l'intérieur de leur propre pays.

satisfaits, 38% plutôt satisfaits) montrent également une perception particulièrement positive. Ces cinq pays se distinguent par leur part particulièrement élevée de citoyens «très satisfaits» (respectivement 54 %, 46 %, 37 %, 43 % et 32 %), un niveau qui n'est atteint nulle part ailleurs dans l'UE, où cette part ne dépasse pas 21 % (Autriche, Lituanie).

À l'autre extrémité du spectre, la Bulgarie (29 % globalement satisfaite: 12 % très satisfaits, 17 % plutôt satisfaits, contre 66 % insatisfaits), Croatie (32 % satisfaits: 8 % très satisfaits, 24 % plutôt satisfaits, contre 63 % insatisfaits) et la Grèce (35 % satisfaits: 13% très satisfaits, 22% plutôt satisfaits, contre 62% insatisfaits) font état des plus faibles niveaux de confiance dans l'état de droit au sein de leur propre pays.

Q4 Dans l'ensemble, dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait du respect de l'état de droit?

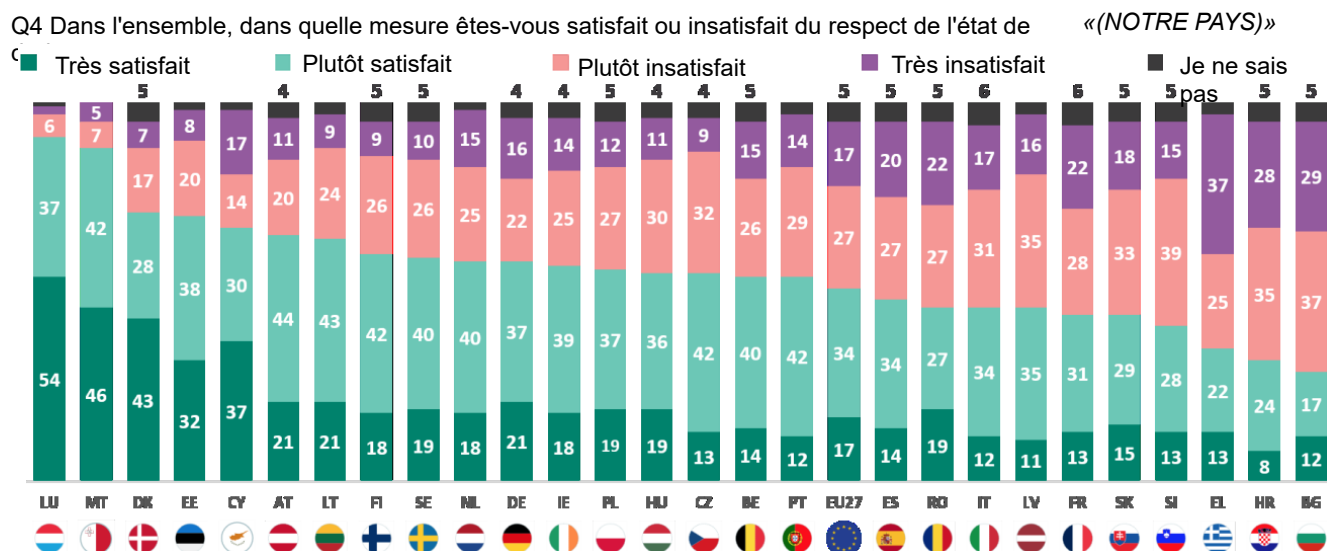


Le respect de l'état de droit divise profondément les États membres

Les citoyens européens sont fortement divisés quant à leur perception de l'état de droit dans leur propre pays. Les petits États membres se distinguent par leurs points de vue particulièrement positifs: Luxembourg (91 % globalement satisfait: 54 % très satisfaits, 37 % plutôt satisfaits), Malte (88 %: 46 % très satisfaits, 42 % plutôt satisfaits) et Chypre (67 %: 37 % sont très satisfaits, 30 % plutôt satisfaits) font tous état d'un niveau élevé de confiance dans leur état de droit national. Danemark (71 % satisfait: 43 % très satisfaits, 28 % plutôt satisfaits) et l'Estonie (70 %: 32% très

Eurobaromètre Flash Défis et priorités de l'UE

Dans l'ensemble, la satisfaction totale varie de 1 % au Luxembourg à 2 % en Bulgarie, ce qui illustre à quel point l'état de droit est vécu différemment d'un État membre à l'autre.



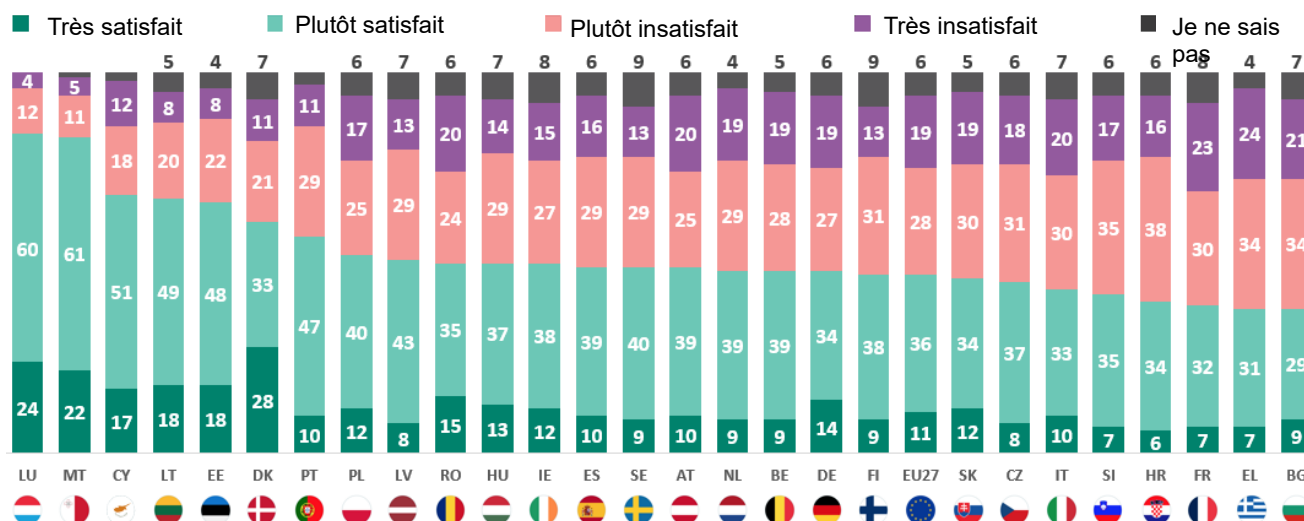
La satisfaction à l'égard de l'état de droit au niveau national et au niveau de l'UE tend à converger

La satisfaction à l'égard du respect de l'état de droit au niveau de l'UE reflète globalement le tableau national, mais avec un effet de convergence notable. Le Luxembourg (84 %) et Malte (83 %) restent de loin les plus satisfaits, suivis de Chypre (68 %), de la Lituanie (67 %) et de l'Estonie (66 %), tandis que la Croatie (40 %), la France (39 %), la Grèce et la Bulgarie (38 % chacune) affichent les niveaux de satisfaction les plus faibles, la Grèce (24 %) et la Bulgarie (21 %) affichant également les proportions les plus élevées de citoyens «très insatisfaits».

La comparaison de ces résultats avec satisfaction au

Q4 Dans l'ensemble, dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait du respect de l'état de droit en...

2. L'UE



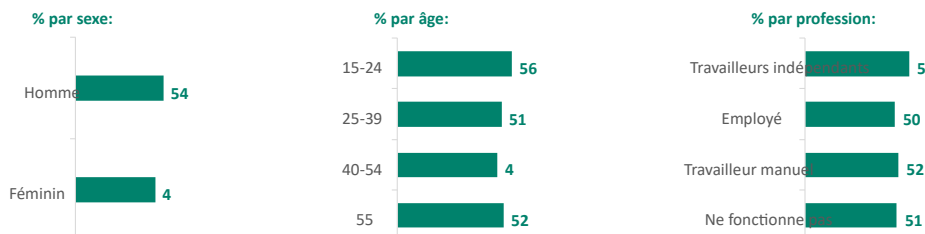
niveau national révèle une tendance convergente: les pays les plus satisfaits de l'état de droit dans leur propre pays ont tendance à en être un peu moins satisfaits au niveau de l'UE (Luxembourg: 91 % au niveau national contre 84 % pour l'UE; Malte: 88 % contre 83 %; Danemark: 71 % contre 61 %), tandis que les pays les plus critiques à l'égard de leur propre État de droit national semblent comparativement plus satisfaits des États membres de l'UE (Bulgarie: 29 % au niveau national contre 38 % pour l'UE; Croatie: 32 % contre 40 %; Grèce: 35 % contre 38 %), ce qui suggère que l'UE est perçue, dans ces pays, comme une référence un peu plus rassurante.

Un contraste avec la tendance observée en ce qui concerne l'importance perçue de l'état de droit dans leur pays

La satisfaction à l'égard du respect de l'état de droit varie également selon le profil sociodémographique. Les hommes (54%) déclarent une satisfaction légèrement plus élevée que les femmes (vs.49%). L'âge montre un motif non linéaire en forme de U: La satisfaction est la plus élevée chez les 15-24 ans (56 %), elle diminue régulièrement jusqu'à son point le plus bas chez les 40-54 ans (49 %), avant d'augmenter à nouveau chez les 55 ans et plus (52 %). Cela contraste avec la tendance observée en ce qui concerne l'importance perçue de l'état de droit (Q3), où les répondants plus âgés étaient les plus susceptibles de le considérer comme un principe démocratique fondamental. Les répondants indépendants se distinguent comme le groupe professionnel le plus satisfait (58 %), devant les employés (50 %), les travailleurs manuels (52 %) et ceux qui ne travaillent pas (51 %).

Q 4 Dans l'ensemble, dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait du respect de l'état de droit?

(NOTRE PAYS) Total Satisfait



2.3 Scepticisme à l'égard de l'action citoyenne visant à influencer le processus décisionnel de l'UE

Les Européens considèrent les initiatives citoyennes et l'action collective comme les moyens les plus efficaces d'influencer l'UE, au-delà du vote

La participation à des formes plus directes de participation, telles qu'une initiative citoyenne européenne, est considérée comme l'action la plus efficace (46 % d'efficacité totale: 12 % très efficaces, 34 % assez efficaces), suivis de la participation à des mouvements politiques, à des partis ou à des syndicats (42 % effectifs totaux: 11% très efficace, 31% assez efficace). Pourtant, près de la moitié des Européens estiment que ces deux actions ne sont pas efficaces (respectivement 42 % et 47 %).

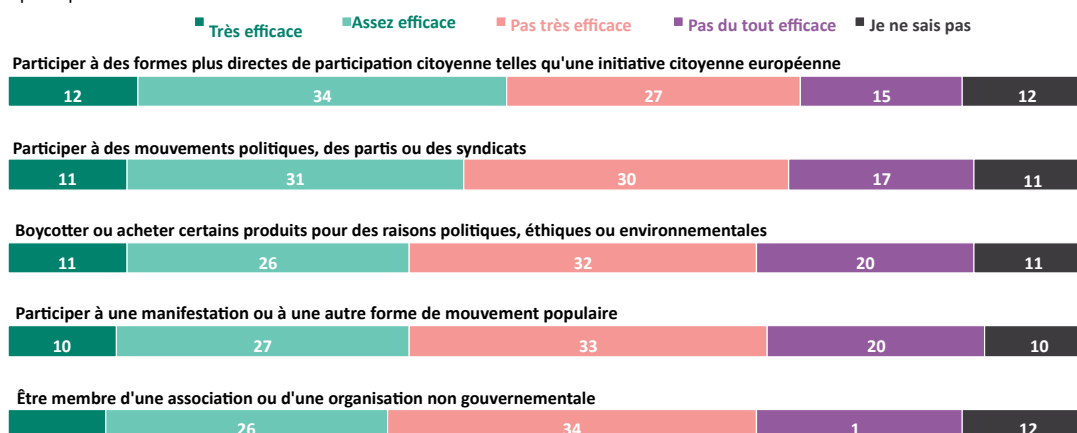
Le boycottage ou l'achat de certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales et la participation à une manifestation ou à une autre forme de mouvement populaire sont considérés comme efficaces par une proportion similaire de répondants (37 % au total efficaces pour les deux), tandis que le fait d'être membre d'une association ou d'une organisation non gouvernementale est considéré comme l'action la moins efficace (35 % au total efficaces: 9% très efficace, 26% assez efficace), et celui le plus souvent considéré comme non efficace du tout (53% total non efficace, dont 19% "pas du tout efficace").

Dans l'ensemble, les formes d'engagement plus collectives, les initiatives citoyennes, les mouvements politiques, les partis et les syndicats sont perçus comme plus efficaces que les actions individuelles ou axées sur les consommateurs, telles que le boycottage ou la participation associative.

Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

Q5 Pour chacune des actions suivantes, dites-moi si vous pensez qu'elle est efficace ou non pour influencer la prise de décision politique au niveau de l'UE au-delà des élections



La confiance dans l'action citoyenne varie considérablement d'un État membre à l'autre

Si l'on examine les résultats au niveau national, Malte, le Luxembourg et Chypre se distinguent systématiquement comme les États membres les plus confiants en l'efficacité de l'action citoyenne, dans les cinq formes d'engagement testées, souvent avec une large marge par rapport à la moyenne de l'UE-27. Par exemple, 84 % des répondants maltais et 81 % des répondants luxembourgeois considèrent que le fait d'être membre d'une association ou d'une ONG est efficace, contre seulement 35 % au niveau de l'UE. Cela reflète la tendance observée en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de l'état de droit, où les trois mêmes pays se sont également classés au premier rang, ce qui indique un climat plus large de confiance institutionnelle et civique dans ces États membres. À l'autre extrémité du spectre, la France se classe au bas ou à proximité du bas pour la plupart des formes d'engagement testées, y compris les mouvements politiques, les partis ou les syndicats (32 %, la part la plus faible de l'UE) et la participation à des manifestations ou à des mouvements de base (29 %, la deuxième plus faible).

Les jeunes sont plus enclins à penser que la participation à des formes plus directes de participation citoyenne, telles qu'une initiative citoyenne européenne, est efficace pour influencer l'UE dans la prise de décision politique.

Le genre ne semble pas influencer les perceptions: les hommes et les femmes sont également susceptibles d'envisager des formes directes de participation citoyenne, telles qu'une initiative citoyenne européenne, qui influencent efficacement le processus décisionnel de l'UE (46 % chacun).

L'âge montre un modèle moins linéaire: Les 15-24 ans sont les plus susceptibles de considérer cette forme de participation comme efficace (53%), contre 45% chez les 25-39 ans, 43% chez les 40-54 ans et 46% chez les 55 ans et plus, ce qui signifie que le groupe d'âge le plus jeune se distingue, tandis que les trois autres groupes d'âge sont relativement proches les uns des autres.

L'occupation révèle un écart plus important: les travailleurs indépendants sont les plus susceptibles de considérer la participation citoyenne comme efficace (52 %), devant les salariés et ceux qui ne travaillent pas (46 % chacun), tandis que les travailleurs manuels sont les moins convaincus (40 %).

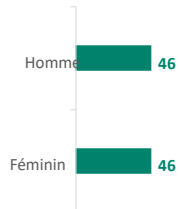
Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

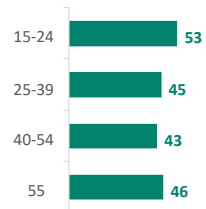
Q5 Pour chacune des actions suivantes, dites-moi si vous pensez qu'elle est efficace ou non pour influencer la prise de décision politique au niveau de l'UE au-delà des élections

Participer à des formes plus directes de participation citoyenne telles qu'une Initiative Citoyenne Européenne Total effective

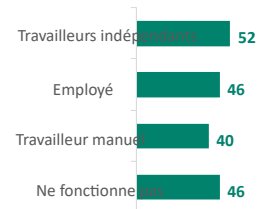
% par sexe:



% par âge:



% par profession:



3. La crise énergétique

3.1 Les énergies renouvelables, première mesure pour s'éloigner des combustibles fossiles

Le développement des énergies renouvelables se distingue comme la principale mesure permettant de s'éloigner des combustibles fossiles, mentionnée par plus d'un Européen sur deux

Ce qui vient en premier lorsque les Européens réfléchissent à ce qui peut aider l'UE à s'éloigner des combustibles fossiles, c'est le développement d'une plus grande capacité en matière d'énergies renouvelables, par exemple au moyen de nouveaux parcs éoliens et solaires (35 %). C'est aussi l'élément le plus cité dans l'ensemble (56%), confirmant que les énergies renouvelables sont clairement le principal levier dans l'esprit des gens.

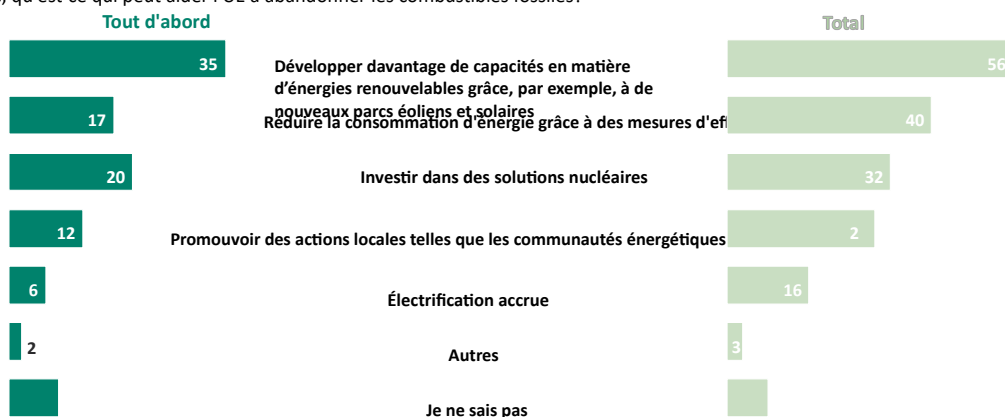
La réduction de la consommation d'énergie au moyen de mesures d'efficacité énergétique (40 % au total) et l'investissement dans des solutions nucléaires (32 %) sont les prochaines options les plus citées, chacune étant considérée par environ un tiers à deux Européens sur cinq comme faisant partie de la réponse. La promotion d'actions locales telles que les communautés énergétiques (29 %) est également mentionnée par près de trois répondants sur dix, ce qui suggère un réel appétit pour des approches plus décentralisées et axées sur la communauté, parallèlement à des solutions à grande échelle. Une plus grande électrification, en revanche, est mentionnée beaucoup moins souvent

(16 %), ce qui suggère qu'elle est considérée comme un levier moins immédiat ou moins bien compris pour s'éloigner des combustibles fossiles.

Les énergies renouvelables dominent en particulier dans l'Europe du sud et de l'est de la Méditerranée

En examinant les résultats au niveau national, les moteurs de la transition vers les combustibles fossiles reflètent le paysage énergétique de chaque pays. Le soutien aux solutions nucléaires en tant que première réponse est le plus élevé en Pologne (30 %, contre 20 % pour l'UE-27), en Bulgarie et en Suède (25 % chacun), et en Slovaquie (24 %), pays qui exploitent déjà ou développent activement des capacités nucléaires, tandis qu'il est le plus faible à Chypre et à Malte (10 %), ainsi qu'en Hongrie et en Irlande (11 %), dont aucun n'a de programme nucléaire. La France se distingue comme une exception: malgré sa dépendance de longue date à l'égard de l'énergie nucléaire, 20 % des répondants français la citent d'abord (la même que la moyenne de l'UE-27) et dirigent plutôt l'UE sur les mesures d'efficacité énergétique (22 %, aux côtés du Luxembourg (23 %) plutôt que sur les énergies renouvelables, qu'ils mentionnent moins que la plupart des autres pays (30 %). Les capacités en matière d'énergies renouvelables, en revanche,

Q9 Selon vous, qu'est-ce qui peut aider l'UE à abandonner les combustibles fossiles?



dominant dans le sud et le sud-est de l'Europe, la Croatie, Malte, Chypre, la Hongrie et l'Espagne les citant toutes d'abord à 44-46 %, soit bien au-dessus de la moyenne de 35 % de l'UE27, ce qui reflète probablement un potentiel solaire perçu plus fort. Les actions locales de proximité gagnent également beaucoup de terrain entre la première et la deuxième mention presque partout (de 12 % à 22 % au niveau de l'UE-27), notamment à Malte (13 % à 29 %) et à Chypre (14 % à 28 %), soulignant que ces solutions sont considérées comme un complément précieux plutôt que comme une priorité absolue. Enfin, les réponses «ne sait pas» sont plus fréquentes dans les pays nordiques et baltes, en Finlande et en Suède (12 %), en Bulgarie, en Tchéquie et au Danemark (tous les 10 %), par rapport à Malte (1 %), au Luxembourg (2 %) ou à l'Espagne et à l'Irlande (5 % dans les deux cas).

Le genre et l'éducation façonnent davantage les attitudes à l'égard de l'énergie nucléaire que des énergies renouvelables

Un écart clair entre les sexes apparaît également autour de l'énergie nucléaire, cité par 35% des hommes au total contre 29% des femmes, tandis que les points de vue sur les énergies renouvelables sont globalement similaires entre les sexes.

Les niveaux d'éducation façonnent davantage les attitudes à l'égard du nucléaire que des énergies renouvelables: le soutien aux solutions nucléaires passe de 24 % parmi les personnes ayant le niveau d'éducation le plus bas à 36 % parmi les personnes les plus instruites, soit un écart de 12 points, tandis que les énergies renouvelables ne varient que légèrement (52 % à 59 %); les répondants ayant un faible niveau d'éducation sont également nettement plus susceptibles de répondre «ne sait pas» (11 %, contre 5 % chez les personnes très instruites).

3.2 Hausse des prix de l'énergie: réduire la consommation plutôt que le changement structurel

Face à la hausse des prix de l'énergie, les Européens réduisent principalement leur consommation plutôt que d'investir dans des solutions structurelles

31% des Européens déclarent avoir réduit leur consommation globale d'électricité en réponse à la hausse des prix de l'énergie après le début de la guerre en Iran. La deuxième action la plus courante consiste à surveiller de plus près leur consommation d'énergie (27 %), suivie d'une réduction de l'utilisation de chauffage ou de refroidissement (26 %). L'ajustement de la consommation d'énergie pour bénéficier de la baisse des prix ou des heures creuses (20 %) et l'évolution des habitudes de transport (19 %) figurent également parmi les actions les plus largement signalées, ce qui montre que les Européens ajustent leur comportement dans plusieurs domaines, au-delà du seul chauffage et de l'électricité.

En revanche, des solutions plus structurelles et souvent plus coûteuses ou à plus long terme sont citées beaucoup moins souvent: l'investissement dans des appareils économes en énergie (16 %), la comparaison ou le changement de fournisseur ou de contrat d'énergie (14 %), l'installation de solutions d'énergie renouvelable telles que des

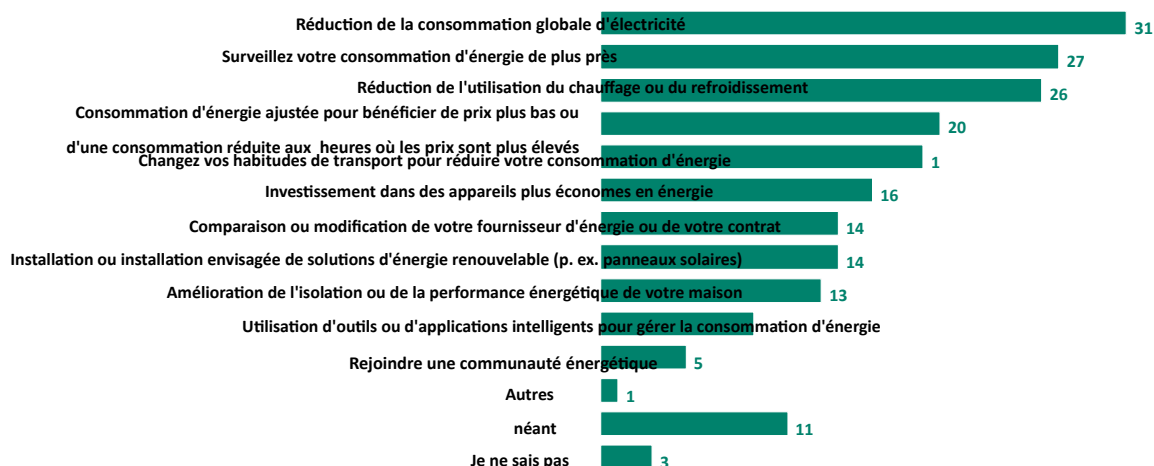
panneaux solaires (14 %) et l'amélioration de l'isolation des maisons (13 %) sont tous bien en retard par rapport aux ajustements comportementaux mentionnés ci-dessus. Les outils numériques pour gérer la consommation d'énergie (9 %) et rejoindre une communauté énergétique (5 %) sont encore moins souvent mentionnés, ce qui confirme que les changements de comportement quotidiens restent de loin la réponse privilégiée à la hausse des prix, avant toute solution fondée sur l'investissement.

Notamment, alors que 11% des Européens disent n'avoir apporté aucun changement à leurs habitudes de consommation d'énergie, seulement 3% disent ne pas savoir, ce qui suggère que la plupart des Européens ont une idée assez claire de savoir si et comment ils ont ajusté leur comportement.

La Grèce et la France ont le plus réduit leur consommation, tandis que Malte et le Luxembourg investissent le plus dans des solutions structurelles

Si l'on examine les résultats au niveau national, la Grèce et la France se distinguent par l'intensité de leur réponse comportementale, se classant parmi les premiers pays sur plusieurs mesures à la fois: La Grèce est en tête pour ce qui est de la réduction de la consommation d'électricité (43 % contre 31 % pour l'UE-27), de la réduction de la consommation de chauffage ou de refroidissement (36 % contre 26 % pour l'UE-27) et du changement de fournisseur

Q10 Quelles mesures avez-vous prises, le cas échéant, en réponse à la hausse des prix de l'énergie après le début de la guerre en Iran (fin février 2026) afin de réduire plus activement votre consommation d'énergie?



Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

d'énergie (20 % contre 14 % pour l'UE-27), tandis que la France figure également parmi les trois premiers pour ce qui est de la réduction de la consommation d'électricité (36 % contre 31 % pour l'UE-27), de la réduction de la consommation de chauffage ou de refroidissement (34 % contre 26 % pour l'UE-27) et de l'évolution des habitudes de transport (27 % contre 19 % pour l'UE-27), ce qui suggère que ces deux pays ont fait l'effort global le plus important pour réduire leur consommation d'énergie.

Malte arrive en tête de liste pour les outils ou applications intelligents (27 %), l'isolation domestique (25 %), les appareils économes en énergie (24 %) et l'adhésion à une communauté énergétique (14 %), le Luxembourg se classant systématiquement au deuxième ou au troisième rang pour les mêmes éléments (28 % pour l'installation de solutions renouvelables, 22 % pour les outils intelligents et 13 % pour les communautés énergétiques), une tendance probablement liée au fait que ces pays sont plus petits et plus riches, où les investissements à coût plus élevé sont plus accessibles.

À l'autre extrémité du spectre, la Finlande enregistre de loin la part la plus élevée de répondants qui n'ont pris aucune mesure (25 %, contre 11 % pour l'UE-27), combinée à certaines des notes les plus faibles pour presque tous les leviers comportementaux (13 % pour la réduction de l'utilisation du chauffage ou du refroidissement, 9 % pour les appareils économes en énergie, 2 % pour les communautés énergétiques), ce qui reflète peut-être des prix de l'énergie déjà réglementés ou relativement bas, ou un parc immobilier déjà économe en énergie. La Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie affichent un profil globalement similaire, avec une forte proportion de réponses «Aucune» (18-20 %). La Slovénie et la Croatie se distinguent spécifiquement en ce qui concerne l'ajustement de la consommation d'énergie pour bénéficier des heures creuses, citées respectivement par 38 % et 31 % des répondants, bien au-dessus de la moyenne de 20 % de l'UE-27, ce qui indique des systèmes de tarification du temps d'utilisation potentiellement

plus développés ou plus attrayants dans ces deux pays.

Enfin, la Roumanie et la Bulgarie conjuguent un fort engagement dans le suivi de la consommation (36 % et 24 %) et des investissements dans des appareils efficaces ou dans l'isolation (20-23 %) avec une propension particulièrement faible à changer de fournisseur d'énergie (5 % dans les deux pays), ce qui peut refléter un marché de l'énergie moins compétitif ou moins accessible.

L'âge est un moteur de l'engagement dans la réduction de la consommation d'énergie

Les ventilations sociodémographiques révèlent un schéma générationnel clair dans la manière dont les Européens ont réagi à la hausse des prix de l'énergie: les répondants plus âgés (55 ans et plus) sont nettement plus susceptibles d'avoir réduit leur consommation d'électricité (38 %, contre 23-24 % chez les moins de 40 ans) et de surveiller leur consommation d'énergie de plus près (32 %, contre 22 %), tandis que les répondants plus jeunes se distinguent par leur utilisation accrue d'outils ou d'applications intelligents (13 % chez les 15-24 ans, contre 7 % chez les 55 ans et plus) et par leur adhésion à une communauté énergétique (7 % contre 2 %).

4. Perception de la politique commerciale et de la souveraineté économique

4.1 Coopération dans les négociations commerciales

Deux tiers des Européens estiment que l'UE devrait diversifier ses échanges commerciaux et que les États membres négocient mieux ensemble

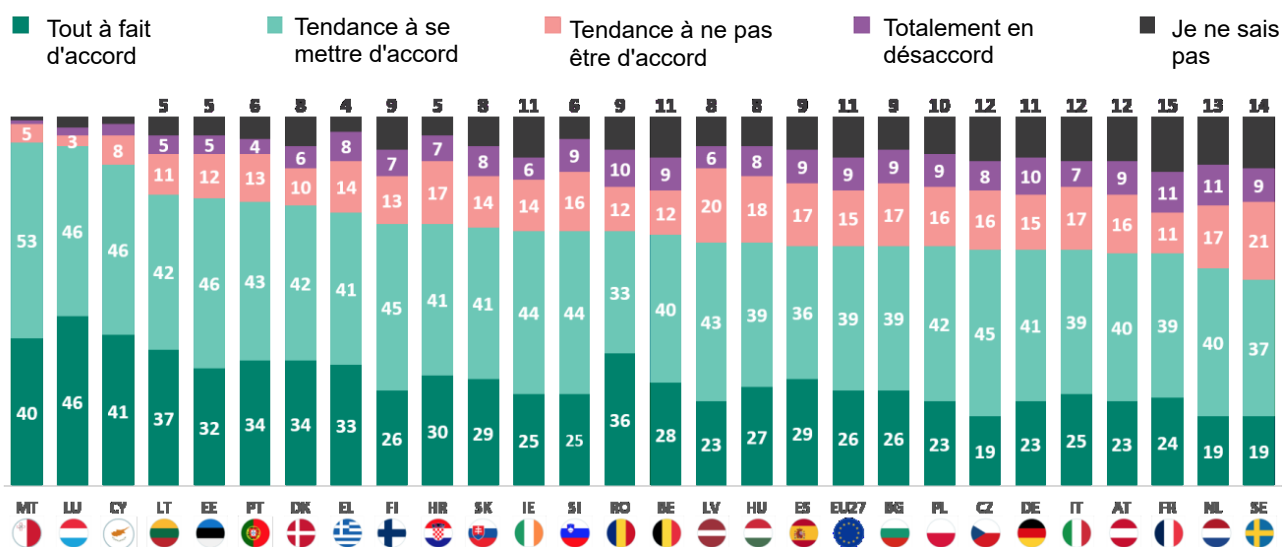
65% des Européens sont d'accord pour dire que l'UE

tendance à être en désaccord), tandis que 11% sont incapables de dire si cela serait bénéfique ou non.

Un schéma très similaire se dessine autour de la coopération au niveau de l'UE en matière de négociations commerciales: 62 % des Européens pensent que les États membres peuvent obtenir de meilleurs résultats en travaillant ensemble au

Q6 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes?

L'UE devrait renforcer son indépendance économique en diversifiant ses relations commerciales

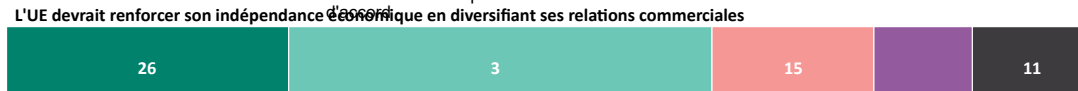


devrait renforcer son indépendance économique en diversifiant ses relations commerciales, dont 26% qui sont totalement d'accord et 39% qui ont tendance à être d'accord. Seulement 24% sont en désaccord (9% totalement en désaccord, 15% ont

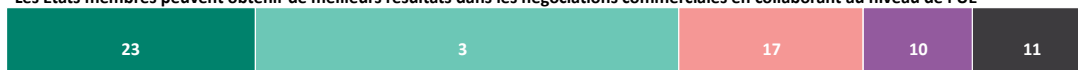
niveau de l'UE (23 % sont tout à fait d'accord, 39 % ont tendance à être d'accord). 27% sont en désaccord (10% totalement, 17% ont tendance à), et, encore une fois, 11% n'ont pas d'opinion claire sur la déclaration.

Q6 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes?

L'UE devrait renforcer son indépendance économique en diversifiant ses relations commerciales



Les États membres peuvent obtenir de meilleurs résultats dans les négociations commerciales en collaborant au niveau de l'UE



Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

Le niveau de soutien est remarquablement cohérent entre les deux déclarations: 65 % contre 62 %, un écart de seulement 3 points et la part des réponses «ne sait pas» est identique (11 %), ce qui indique une vision cohérente parmi les Européens selon laquelle une approche commerciale de l'UE plus autonome et plus coordonnée va de pair plutôt que d'être considérée comme des options concurrentes. La seule nuance notable est que la proportion de répondants qui sont «totalement d'accord» est un peu plus élevée pour la diversification des échanges (26 %) que pour la coopération entre les États membres (23 %), ce qui suggère que l'indépendance économique génère un soutien légèrement plus fort et plus décisif que la coordination institutionnelle, même si les deux idées commandent un niveau global d'accord très similaire.

4.2 Diversification des relations commerciales

Soutien majoritaire dans les 27 États membres, le soutien à la diversification des échanges de l'UE est plus fort dans les petites économies ouvertes et un peu plus modéré dans les grandes économies

Une majorité est d'accord avec cette affirmation dans tous les États membres, allant de 56 % en Suède à 93 % à Malte. Le soutien est généralement plus élevé dans les petites économies: Malte (93 %), le Luxembourg (92 %) et Chypre (87 %) arrivent en tête du classement, suivis de la Lituanie (79 %) et de l'Estonie (78 %). En revanche, les Pays-Bas (59%) et la Suède (56%) enregistrent les niveaux d'accord les plus faibles, toujours majoritaires, mais sensiblement plus proches d'une scission égale. Les grandes économies se situent à un niveau proche ou juste en dessous de la moyenne de l'UE-27 (65 %): La Pologne et l'Espagne lui correspondent exactement (65%), tandis que l'Allemagne et l'Italie se situent à 64% et la France à 63%. Cela donne à penser que si l'idée de diversification du commerce est largement partagée dans l'ensemble de l'UE, elle résonne un peu moins fortement, bien que toujours très solidement, dans les économies plus grandes et plus autosuffisantes que dans les économies plus petites et plus dépendantes du commerce.

Le soutien à la coopération au niveau de l'UE dans les négociations commerciales est le plus élevé dans les plus petits États membres et le plus faible en France.

Une majorité est d'accord avec cette affirmation dans chaque État membre, bien que le niveau de soutien varie plus largement que pour la diversification des échanges, allant de 54 % en France à 92 % à Malte et à Chypre. Malte et Chypre (92 % chacun) et le Luxembourg (90 %) se situent bien au-dessus du reste de l'UE, suivis du Portugal (77 %) et de l'Estonie (76 %), qui sont à peu près le même groupe d'économies plus petites qui sont également à l'avant-garde de la diversification des échanges. Les grandes économies se regroupent à nouveau à un niveau proche ou inférieur à la moyenne de l'UE-27 (62 %): L'Allemagne et l'Espagne lui correspondent exactement (62 %),

l'Italie se situe légèrement en dessous (61 %) et la France enregistre le niveau d'accord le plus bas de l'ensemble de l'UE (54 %), le seul État membre où le soutien tombe nettement en dessous de la barre des 60 %. La Pologne (59%) et la Tchéquie (59%) figurent également parmi les pays les plus réservés sur cette déclaration. Dans l'ensemble, cette tendance reflète étroitement celle observée pour la diversification des échanges, les économies plus petites et plus dépendantes des échanges affichant le plus fort appétit pour la coordination au niveau de l'UE, et les grands États membres, en particulier la France, exprimant un soutien comparativement plus réservé, bien que toujours majoritaire.

En comparant les deux déclarations, le soutien à la diversification des échanges (65 % en moyenne) est généralement légèrement plus élevé que pour la coopération au niveau de l'UE en matière de négociations commerciales (62 %), mais la France affiche de loin l'écart le plus important entre les deux (63 % contre 54 %, soit une différence de 9 points), ce qui en fait le seul pays en dessous de 60 % en ce qui concerne la coopération. Le Danemark et la Pologne affichent une tendance similaire et plus modérée, tandis que Chypre, la Suède et la Lettonie évoluent dans la direction opposée, s'accordant légèrement plus avec la coopération au niveau de l'UE qu'avec la seule diversification. Dans la plupart des autres États membres, les deux déclarations reçoivent des niveaux de soutien presque identiques, ce qui suggère que les deux idées sont généralement considérées comme complémentaires plutôt que concurrentes.

L'âge et l'éducation sont les facteurs sociodémographiques les plus cohérents à l'origine du soutien à une politique commerciale de l'UE plus unie et diversifiée

L'âge est la variable la plus clairement liée aux points de vue sur ces deux énoncés. Les répondants âgés de 55 ans et plus sont plus favorables que les groupes d'âge plus jeunes à la fois à la coopération au niveau de l'UE dans les négociations commerciales (68 %, contre 57 % chez les 25-39 ans) et à la diversification des échanges (71 %, contre 59 % chez les 25-39 ans), soit un écart de 11 à 12 points entre les groupes d'âge les plus réservés

et les plus favorables. Le niveau d'éducation joue un rôle tout aussi clair dans la coopération au niveau de l'UE, passant de 56 % chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation à 66 % chez les personnes ayant un niveau d'éducation élevé, bien que ce gradient soit beaucoup moins prononcé pour la diversification des échanges (65 % à 69 %, sans tendance claire). Le soutien à la coopération au niveau de l'UE est pratiquement identique entre les hommes et les femmes (62 % chacun), tandis que les hommes sont un peu plus susceptibles que les femmes de soutenir la diversification du commerce (67 % contre 64 %). Les différences géographiques sont modestes mais constantes, les résidents ruraux étant un peu moins favorables que les citadins, en particulier pour la diversification des échanges (60 % contre 66 %).

5. Perceptions des principaux défis de l'UE

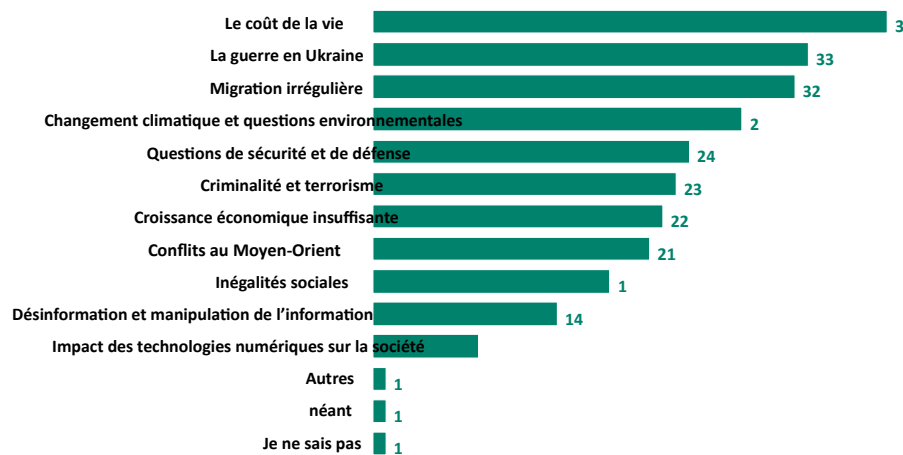
5.1 Perceptions des Européens sur les principaux défis de l'UE

Le coût de la vie reste la principale préoccupation des Européens, tandis que les questions géopolitiques continuent de dominer l'agenda public

Le coût de la vie reste le défi le plus souvent identifié par les Européens comme l'un des principaux problèmes auxquels l'Union européenne

inégalités sociales (18 %), la désinformation et la manipulation de l'information (14 %) et l'incidence des technologies numériques sur la société (8 %) sont moins fréquemment mentionnées, mais elles font toujours état d'un ensemble plus large de préoccupations sociétales et informationnelles. Cette répartition relativement équilibrée au-delà des grandes questions illustre la complexité de l'environnement politique auquel l'Union européenne est actuellement confrontée.

Q1 Quels sont, selon vous, les principaux défis auxquels l'UE est actuellement confrontée? (Plusieurs réponses possibles, maximum 3)



est actuellement confrontée (39 %). Si les préoccupations économiques sont fortes, elles s'accompagnent désormais étroitement de questions géopolitiques et de sécurité. Environ un tiers des personnes interrogées mentionnent la guerre en Ukraine (33 %) et la migration irrégulière (32 %).

Un deuxième groupe de préoccupations rassemble entre un cinquième et un quart des Européens. Le changement climatique et les questions environnementales (28 %), la sécurité et la défense (24 %), la criminalité et le terrorisme (23 %), la croissance économique insuffisante (22 %) et les conflits au Moyen-Orient (21 %) bénéficient tous de niveaux de soutien relativement similaires, ce qui suggère que les Européens perçoivent l'UE comme confrontée à de multiples défis simultanés plutôt que d'être dominée par un seul problème. Les

La comparaison avec l'Eurobaromètre Flash précédent, réalisé en septembre 2025, indique une évolution notable des préoccupations du public. Le coût de la vie est devenu plus important (+10 points), tandis que les préoccupations liées à la guerre en Ukraine se sont considérablement atténuées (14 points). La migration irrégulière diminue également légèrement (-6 points), bien qu'elle reste parmi les trois défis les plus fréquemment cités. La perception des facteurs au Moyen-Orient (+3 points), les inégalités sociales (+1 point) et l'impact des technologies numériques (+1 point) ont gagné un peu plus de visibilité.

Dans la plupart des pays, le coût de la vie reste une question centrale, mais il est en concurrence avec d'autres priorités en fonction de la situation économique de chaque pays, de sa position

géographique et de son exposition aux pressions en matière de sécurité ou de migration.

Le coût de la vie est particulièrement important en Irlande (70 %), bien au-dessus de la moyenne de l'UE, ainsi qu'en Grèce (57 %) et en Croatie (52 %). Elle est également mentionnée par des proportions relativement élevées de répondants à Chypre (46 %), à Malte (45 %) et en Roumanie (44 %). Dans ces pays, la pression économique semble dominer la perception qu'ont les citoyens des défis auxquels l'Union européenne est actuellement confrontée.

En revanche, le coût de la vie est beaucoup moins souvent cité en Lituanie (24 %), en Tchéquie (25 %) et en Pologne (28 %). Cela peut laisser penser que les préoccupations économiques sont éclipsées par d'autres questions, en particulier la guerre en Ukraine et, plus généralement, les préoccupations liées à la sécurité. La guerre en Ukraine est mentionnée le plus souvent en Lituanie (54 %) et en Lettonie (48 %), suivies de la Hongrie (46 %), ainsi que de la Finlande et de la Tchéquie (45 % dans les deux cas). Ce sont des pays où la proximité géographique avec la Russie ou la Biélorussie, ou des liens historiques et sécuritaires plus forts avec le conflit, font probablement de la guerre une préoccupation plus immédiate. Dans plusieurs de ces pays, l'importance de la guerre en Ukraine va de pair avec une plus grande préoccupation en matière de sécurité et de défense: C'est notamment le cas en Lituanie (47 %), en Finlande (38 %) et en Pologne (37 %). Les résultats suggèrent donc un compromis clair dans la hiérarchie des préoccupations: dans les États membres plus directement exposés aux conséquences géopolitiques de la guerre, les questions de sécurité ont tendance à primer sur les préoccupations économiques ou environnementales.

Dans les États membres où la guerre en Ukraine est moins saillante, d'autres préoccupations ont tendance à se situer plus haut dans la hiérarchie. Cela est particulièrement visible dans certaines parties du sud de l'Europe. En Grèce, seuls 18 % considèrent la guerre en Ukraine comme l'un des principaux défis de l'UE, tandis que le coût de la vie (57 %) et la migration irrégulière (45 %) sont tous deux cités par des proportions beaucoup plus importantes de répondants. L'Espagne présente un

profil similaire: l'inquiétude suscitée par la guerre en Ukraine reste inférieure à la moyenne de l'UE (26 %), tandis que la migration irrégulière est le défi le plus fréquemment mentionné (46 %) et que le changement climatique se situe également à un niveau relativement élevé (31 %). Ces exemples montrent que les priorités nationales ne reflètent pas simplement un agenda européen unique, mais plutôt différentes combinaisons de préoccupations économiques, géopolitiques, environnementales et liées aux migrations.

Ce contraste est également visible dans la place accordée au changement climatique et aux questions environnementales. La question reste relativement importante dans des pays tels que le Danemark, la France, le Luxembourg et l'Italie (35 % chacun), ainsi que l'Espagne (31 %) et les Pays-Bas et la Suède (30 % chacun). Toutefois, elle est beaucoup moins fréquemment mentionnée en Lettonie (11 %) et en Lituanie (14 %), où la guerre en Ukraine figure parmi les principales préoccupations, et en Roumanie (16 %), où le coût de la vie et la désinformation ressortent plus clairement. En d'autres termes, les préoccupations environnementales restent à l'ordre du jour européen, mais elles semblent moins centrales dans les pays où les citoyens accordent une plus grande priorité à la sécurité ou à des pressions économiques plus immédiates.

Dans l'ensemble, les résultats par pays montrent que les Européens identifient globalement le même ensemble de défis, mais pas dans le même ordre. L'UE est confrontée à une série de défis communs, mais les perceptions des citoyens quant à leur importance relative restent fortement filtrées par les circonstances nationales.

Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

Q1 Selon vous, quels sont les principaux défis auxquels l'UE est actuellement confrontée? [Plusieurs réponses possibles, maximum 3]																																	
	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE					
Le coût de la vie	39	43	41	25	32	35	46	70	57	42	40	52	43	46	41	24	41	35	45	36	43	28	41	44	43	36	37	30					
La guerre en Ukraine	33	30	37	45	44	35	41	27	18	26	30	33	28	24	48	54	22	46	32	37	27	40	35	41	30	37	45	38					
Migration irrégulière	32	23	25	40	26	28	25	36	45	46	31	34	34	41	30	31	25	26	35	33	29	34	37	15	39	32	16	22					
Changement climatique et questions environnementales	28	27	18	21	35	25	21	31	22	31	35	23	35	22	11	14	35	31	22	30	29	20	29	16	25	19	25	30					
Questions de sécurité et de défense	24	23	18	22	31	24	33	15	20	19	23	26	21	31	31	47	32	19	28	26	18	37	24	27	21	23	38	30					
Criminalité et terrorisme	23	21	23	22	20	25	18	23	21	25	26	23	22	20	11	10	23	24	18	22	24	21	18	13	18	18	24	40					
Croissance économique insuffisante	22	25	25	20	11	24	26	10	32	17	20	26	29	21	26	16	17	26	25	11	23	13	22	26	24	28	23	16					
Conflits au Moyen-Orient	21	23	25	20	29	19	14	22	21	24	22	18	24	21	16	22	17	16	15	28	15	19	26	18	23	16	17	20					
Inégalités sociales	18	22	23	13	15	21	24	9	18	17	18	16	18	17	20	17	21	20	17	15	24	14	18	16	14	24	19	17					
Désinformation et manipulation de l'information	14	10	21	19	10	11	19	13	14	18	12	17	10	14	22	19	17	8	12	11	11	22	11	26	19	17	12	13					
Impact des technologies numériques sur la société	8	9	7	8	11	8	11	9	4	7	9	12	9	13	6	7	17	7	17	10	9	9	8	9	14	13	7	8					

Les différences sociodémographiques restent relativement limitées, bien que l'âge façonne systématiquement les perceptions des principaux défis de l'UE

Par rapport aux différences observées entre les États membres, les variations sociodémographiques restent relativement modestes. Dans la plupart des groupes, les Européens identifient globalement la même hiérarchie de défis, le coût de la vie, la guerre en Ukraine et la migration irrégulière figurant systématiquement parmi les questions les plus fréquemment mentionnées. Cela donne à penser que les principaux défis auxquels l'Union européenne est confrontée sont largement partagés au sein de la population, indépendamment du sexe, du niveau d'éducation ou du lieu de résidence.

L'âge apparaît néanmoins comme la caractéristique socio-démographique qui différencie le plus systématiquement les perceptions. Les répondants plus âgés ont tendance à mettre davantage l'accent sur les questions géopolitiques et de sécurité. Les personnes âgées de 55 ans et plus sont beaucoup plus susceptibles que les jeunes Européens d'identifier la guerre en Ukraine comme l'un des principaux défis de l'UE (42 %, contre 25 % chez les répondants âgés de 15 à 24 ans et de 25 à 39 ans). Ils sont également plus susceptibles de mentionner la migration irrégulière (38 % vs. 22 % chez les 15-24

ans), la sécurité et la défense (28 % contre 20 %) et les conflits au Moyen-Orient (24 % contre 18 %).

Les jeunes Européens mettent davantage l'accent sur les défis de société. Les répondants âgés de 15 à 24 ans sont plus susceptibles de mentionner les inégalités sociales (24 %, contre 16 % chez les personnes âgées de 55 ans et plus) et l'incidence des technologies numériques sur la société (11 %, contre 6 % chez les répondants les plus âgés). Le changement climatique reste également légèrement plus important chez les adultes et les personnes âgées en âge de travailler (32 % chez les 55 ans et plus, contre 24 % chez les répondants âgés de 25 à 39 ans), ce qui suggère que les préoccupations environnementales s'étendent maintenant bien au-delà des jeunes générations.

Le coût de la vie se distingue par la remarquable cohérence des préoccupations qu'il génère dans l'ensemble de la population. Environ quatre répondants sur dix le mentionnent indépendamment du sexe, de la profession, de la composition du ménage ou de la fréquence d'utilisation des médias sociaux, avec une variation limitée selon les groupes d'âge (allant de 36 % chez les 55 ans et plus à 43 % chez les 40-54 ans). Ce large consensus renforce sa position en tant que défi dominant auquel l'Union européenne est actuellement confrontée.

Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

En particulier, les répondants qui font confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense sont plus susceptibles de considérer la guerre en Ukraine, le changement climatique et la sécurité et la défense comme des défis. À l'inverse, ceux qui ne font pas confiance à l'UE mettent davantage l'accent sur le coût de la vie et la migration irrégulière. Cela suggère que la confiance dans le rôle de l'UE en matière de sécurité et de défense est associée à des perceptions différentes des défis auxquels l'Union européenne est confrontée.

5.2 Priorités que les Européens attendent de l'UE

Les migrations irrégulières et la sécurité et la défense figurent en tête des priorités que les Européens attendent de l'UE, dans un classement étroitement groupé

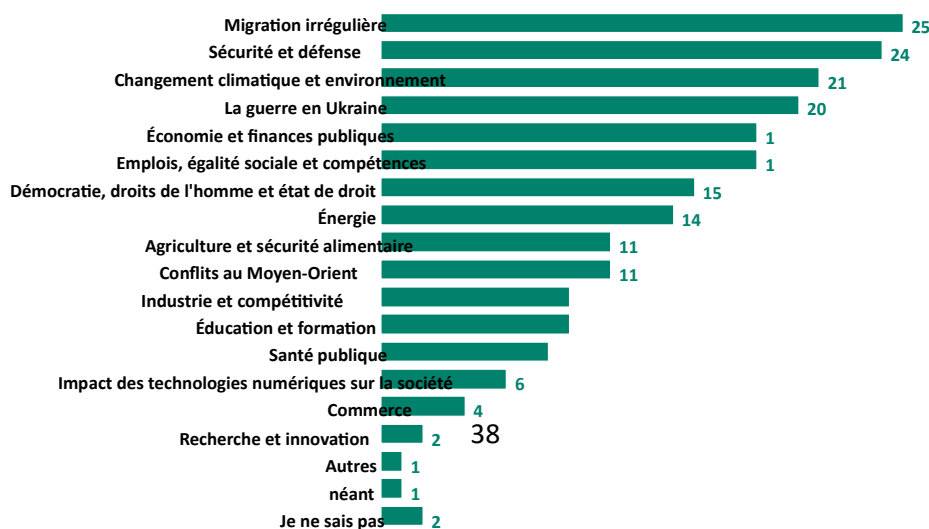
Lorsqu'on leur demande quels domaines l'UE devrait traiter en priorité, les Européens accordent la plus haute priorité à la migration irrégulière (25 %) et à la sécurité et à la défense (24 %). Le changement climatique et l'environnement (21 %) et la guerre en Ukraine (20 %) suivent de près, confirmant que les principales priorités attendues de l'UE combinent pressions internes, préoccupations en matière de sécurité extérieure et défis environnementaux à long terme.

Par rapport à la question précédente sur les principaux défis auxquels l'UE est confrontée, le classement est plus étroitement groupé. Aucune question ne domine clairement la liste des priorités. Cela suggère que les Européens ne s'attendent pas à ce que l'UE se concentre uniquement sur un domaine principal, mais plutôt qu'elle agisse simultanément sur plusieurs fronts politiques majeurs.

Un deuxième groupe de priorités concerne les questions économiques et sociales. L'économie, les finances publiques et l'emploi, l'égalité sociale et les compétences sont tous deux mentionnés par 18 % des répondants, tandis que la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit suivent avec 15 % et l'énergie avec 14 %. Ces résultats montrent que les préoccupations économiques et sociales restent importantes, même si elles sont moins importantes que dans la question précédente sur les défis.

D'autres domaines sont mentionnés par des proportions plus faibles d'Européens: l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi que les conflits au Moyen-Orient, sont tous deux cités par 11 %, suivis de l'industrie et de la compétitivité, ainsi que de l'éducation et de la formation (9 % dans les deux cas), de la santé publique (8 %), de l'incidence des technologies numériques sur la société (6 %), du commerce (4 %) et de la recherche et de l'innovation (2 %). Dans l'ensemble, les résultats indiquent un programme large mais prioritaire, dans lequel les questions géopolitiques et migratoires immédiates sont légèrement en avance sur les priorités économiques, institutionnelles et sectorielles.

Q2 Parmi les domaines suivants, lesquels pensez-vous que l'UE devrait traiter en priorité?



Les priorités nationales reflètent globalement les principaux défis recensés dans chaque pays, mais avec des différences d'accentuation

La migration irrégulière est la priorité de l'UE la plus fréquemment citée en Espagne (3 %), à Chypre (34 %) et en Grèce (33 %), et elle atteint également des niveaux élevés en Espagne et en Irlande (32 % dans les deux cas), aux Pays-Bas (31 %) et au Portugal (30 %). Cela reflète la forte importance de la migration dans plusieurs États membres du sud, où la question a déjà été identifiée comme l'un des principaux défis auxquels l'UE est confrontée.

La sécurité et la défense, ainsi que la guerre en Ukraine, occupent une place particulièrement importante dans les pays situés sur la rive orientale et septentrionale de l'Union. La sécurité et la défense sont citées le plus souvent en Lituanie (40 %), en Finlande (38 %) et en Pologne (37 %), suivies du Danemark et de l'Estonie (33 % chacun) et de la Suède (32 %). La guerre en Ukraine est également particulièrement marquante en Lituanie (40 %), ainsi qu'au Danemark, en Lettonie et en Finlande (31 %) et en Estonie et en Suède (28 % dans les deux cas). Comme dans la question précédente, cette tendance suggère que la proximité géographique avec la Russie ou la Biélorussie, et une plus grande exposition aux conséquences géopolitiques de la guerre, rend les questions liées à la sécurité plus immédiates.

Le lien avec la question précédente est moins direct pour les préoccupations économiques, étant donné que la liste des priorités de l'UE n'inclut pas le coût de la vie en tant que tel.

Au lieu de cela, les attentes économiques sont exprimées à travers des domaines tels que l'économie et les finances publiques ou l'emploi, l'égalité sociale et les compétences. La Grèce se distingue à cet égard, avec une économie et des finances publiques mentionnées par 32 % des répondants, tandis que cette priorité atteint également des niveaux relativement élevés à Chypre (29 %). Les emplois, l'égalité sociale et les compétences sont plus fréquemment cités en Slovaquie (26 %), en Lettonie (25 %), en Bulgarie (24 %) et en Italie (23 %). Cela donne à penser que, dans les pays où les préoccupations économiques

sont particulièrement visibles, les attentes à l'égard de l'UE ne sont pas concentrées sur un seul poste, mais réparties dans plusieurs domaines de la politique économique et sociale.

Le changement climatique et l'environnement suivent une autre tendance. Il est le plus souvent cité en France (27 %), en Italie (26 %) et au Danemark (25 %), et atteint également des niveaux relativement élevés à Malte et en Suède (24 % dans les deux cas), ainsi qu'en Irlande et au Portugal (23 % dans les deux cas). Ces résultats font largement écho à la question précédente: le changement climatique et l'environnement sont beaucoup moins fréquemment mentionnés en Lettonie (7 %), en Lituanie et en Roumanie (10 % dans les deux cas) et en Slovaquie (11 %). En ce qui concerne la perception des principaux défis de l'UE, les priorités environnementales semblent moins centrales dans les pays où les préoccupations en matière de sécurité, la guerre en Ukraine ou les pressions économiques plus immédiates occupent plus d'espace. Dans l'ensemble, les résultats par pays montrent une forte continuité entre les défis identifiés par les Européens et les domaines auxquels ils souhaitent que l'UE s'attaque.

L'âge structure plus clairement les attentes vis-à-vis de l'action de l'UE que d'autres variables sociodémographiques.

Les répondants plus âgés sont plus susceptibles de donner la priorité aux questions liées à la sécurité. Parmi les personnes âgées de 55 ans et plus, la migration irrégulière est mentionnée par 31 %, la sécurité et la défense par 29 % et la guerre en Ukraine par 27 %. En revanche, parmi les répondants âgés de 15 à 24 ans, ces chiffres sont plus faibles, à 16 %, 18 % et 13 % respectivement. Cela reflète la question précédente, où les répondants plus âgés étaient également plus susceptibles de considérer la guerre en Ukraine, la migration irrégulière ainsi que la sécurité et la défense comme des défis majeurs auxquels l'UE est confrontée. Les jeunes Européens, en revanche, accordent relativement plus de poids aux priorités sociales et institutionnelles. Les répondants âgés de 15 à 24 ans sont plus susceptibles que ceux âgés de 55 ans et plus de mentionner l'emploi, l'égalité

Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

sociale et les compétences (23 % contre 14 %), l'économie et les finances publiques (21 % contre 16 %), l'éducation et la formation (15 % contre 6 %) et la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit (19 % contre 15 %).

Le changement climatique et l'environnement ne suivent pas un modèle générationnel simple. Il est mentionné par 21 % des personnes âgées de 15 à 24 ans, tombe à 15 % chez les répondants âgés de 25 à 39 ans et monte à 25 % chez les personnes âgées de 55 ans et plus. Cela confirme que les préoccupations environnementales ne se limitent pas aux jeunes générations et qu'elles continuent de faire partie des priorités de l'UE pour tous les groupes d'âge, bien qu'avec une intensité variable.

Les différences d'attitude sont plus visibles. Les répondants qui font confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense sont plus susceptibles que ceux qui ne font pas confiance à l'UE de donner la priorité à la sécurité et à la défense (26 % contre 22 %), à la guerre en Ukraine (23 % contre 16 %) et au changement climatique et à l'environnement (23 % contre 17 %). À l'inverse, ceux qui ne font pas confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense sont beaucoup plus susceptibles de donner la priorité à la migration irrégulière (33 % contre 20 %). Ces résultats suggèrent que des attitudes plus larges à l'égard de l'UE sont associées à des attentes différentes quant aux priorités de l'Union européenne, même lorsque la hiérarchie globale des préoccupations reste relativement stable.

6. Sécurité et défense de l'UE

6.1 Menace perçue pour la sécurité nationale et soutien à l'autonomie de défense de l'UE

Les Européens se sentent moins directement menacés qu'au début de 2026, mais soutiennent toujours fermement une défense européenne plus autonome

Dans le contexte international actuel, un petit nombre d'Européens s'accordent à dire que la sécurité de leur pays est menacée (52%), dont 19% qui sont totalement d'accord et 33% qui ont tendance à être d'accord. Toutefois, ce sentiment d'insécurité a fortement diminué par rapport à janvier 2026, diminuant de 16 points de pourcentage.

Cette baisse ne se traduit pas par un soutien plus faible aux capacités de défense au niveau de l'UE. Au contraire, plus des deux tiers des Européens conviennent que l'UE devrait renforcer sa capacité à

que leur propre pays est directement menacé, une large majorité reste favorable au renforcement de la capacité de défense autonome de l'UE. Cela fait écho aux priorités définies dans la section précédente, où la sécurité et la défense figurent parmi les principaux domaines que les Européens attendent de l'UE.

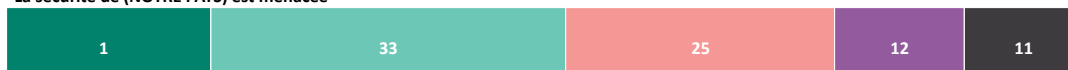
Le sentiment de menace reste inégal d'un État membre à l'autre, tandis que le soutien à la défense autonome de l'UE est largement partagé.

Les résultats au niveau national montrent que la perception des menaces pour la sécurité nationale varie considérablement d'un État membre à l'autre. Les niveaux les plus élevés d'accord sur le fait que la sécurité d'un pays est menacée sont observés à Chypre (74 %), suivie de Malte (66 %), de la Lituanie (65 %), de Luxembourg (64 %), de l'Estonie (62 %) et de Danemark (61 %). Des niveaux relativement élevés sont également enregistrés en Grèce (59 %), en Roumanie (58 %), en Allemagne (57 %), ainsi

Q7 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes?



La sécurité de (NOTRE PAYS) est menacée



se défendre de manière autonome contre les menaces extérieures potentielles (6 %), dont 32 % sont totalement d'accord. Cela suggère que le soutien à une défense européenne plus forte n'est pas seulement une réaction à un sentiment immédiat d'insécurité nationale, mais reflète également une attente plus large selon laquelle l'UE devrait être en mesure de se protéger dans un environnement international plus incertain.

Le contraste entre les deux résultats est important. Alors que moins d'Européens estiment aujourd'hui

qu'en France et en Pologne (56 % dans les deux cas). En revanche, la perception de la menace est considérablement plus faible en Slovaquie (32 %), en Croatie (39 %), en Autriche (42 %), en Hongrie (43 %), en Belgique et en Bulgarie (44 %), en Italie (45 %) et en République tchèque (47 %). Dans ces pays, moins de la moitié des personnes interrogées estiment que la sécurité de leur pays est menacée.

La diminution du sentiment de menace par rapport à janvier 2026 est visible dans la plupart des États membres. Dans plusieurs pays, la baisse est

Eurobaromètre Flash

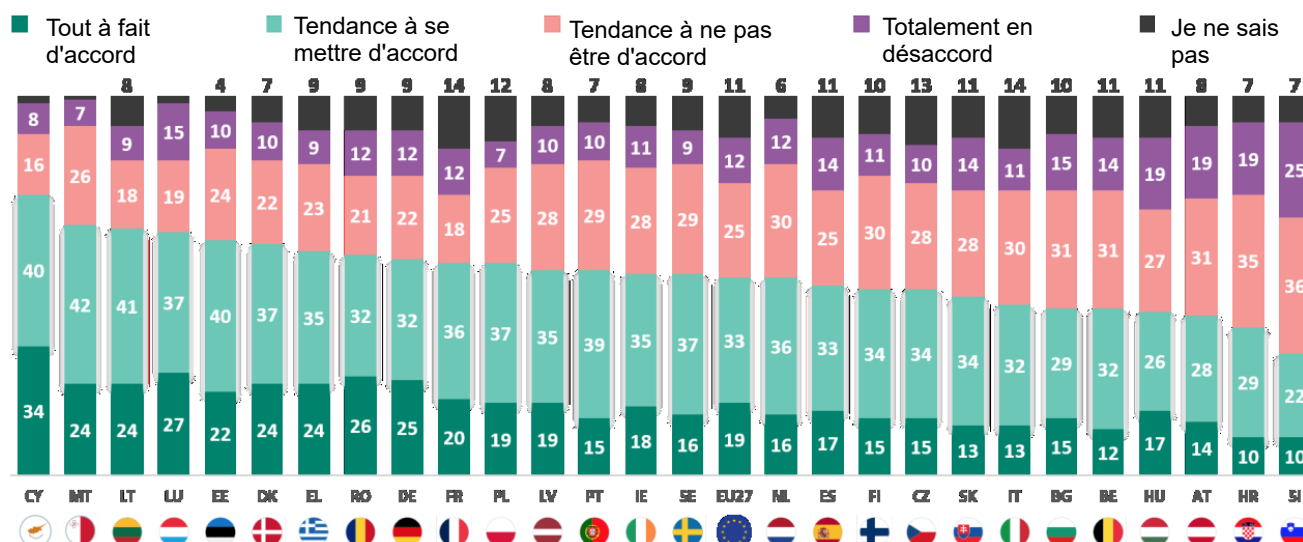
Défis et priorités de l'UE

particulièrement prononcée, notamment aux Pays-Bas (-25 points), en France (-24 points), en Belgique (-21 points), en Italie (-19 points), ainsi qu'en Allemagne et en Suède (-18 points chacun). Cela suggère que la forte baisse observée au niveau de l'UE n'est pas due à un petit nombre de pays, mais reflète un assouplissement plus large de l'insécurité perçue dans l'ensemble de l'Union européenne. Cependant, le déclin n'est pas uniforme: le sentiment de menace reste presque stable à Chypre (-1 point) et augmente même au Luxembourg (9 points) et à Malte (6 points), confirmant que les contextes nationaux continuent de façonner les perceptions en matière de sécurité.

Le soutien à l'UE pour le renforcement de sa capacité de défense autonome est beaucoup plus homogène. Une majorité est d'accord avec cette affirmation dans tous les États membres, allant de 62 % en Italie à 92 % à Malte. Les niveaux les plus élevés sont observés à Malte (92 %), au Luxembourg (91 %) et à Chypre (88 %), suivis du Danemark (80 %), de l'Estonie (79 %), du Portugal (78 %) et de la Lituanie (77 %). Même dans les pays où le soutien est le plus faible, il reste clairement majoritaire, comme l'Italie (62 %), la Pologne (65 %), l'Autriche et la Slovaquie (66 % dans les deux cas) et la Bulgarie et la Suède (67 % dans les deux cas). Cela montre que, si les Européens se sentent directement menacés, le soutien au renforcement de la capacité de défense de l'UE est une position partagée dans l'ensemble de l'Union européenne.

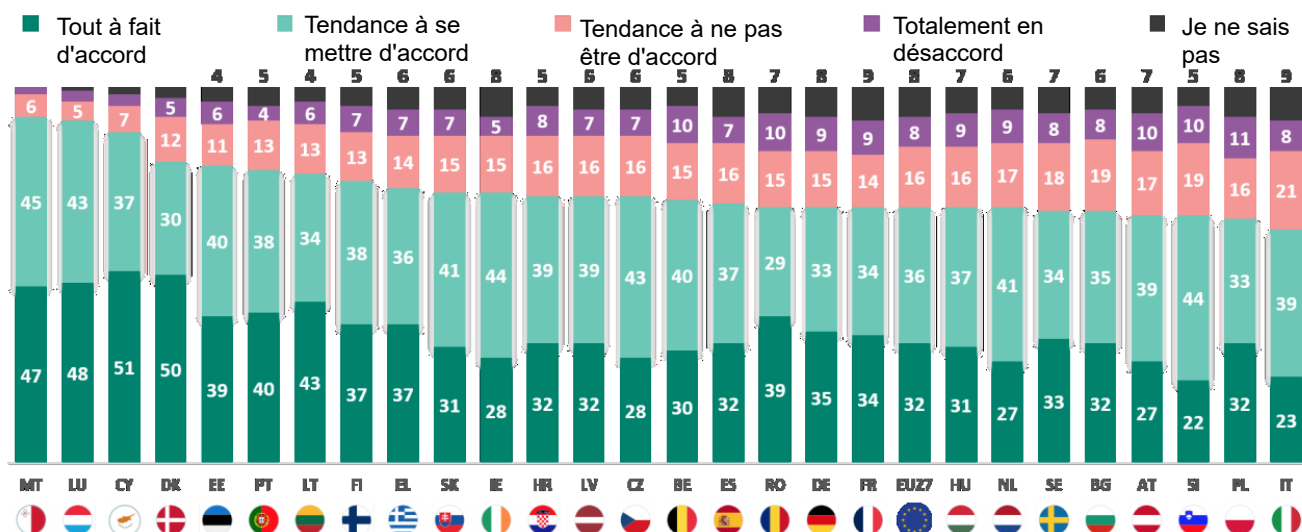
Q7 Compte tenu du contexte international actuel, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes?

La sécurité de (NOTRE PAYS) est menacée



Eurobaromètre Flash Défis et priorités de l'UE

Q7 Compte tenu du contexte international actuel, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes ?
L'UE devrait renforcer sa capacité à se défendre de manière autonome contre les menaces extérieures potentielles



que les répondants plus âgés ont tendance à accorder plus de poids aux questions géopolitiques et liées à la sécurité.

Les différences sociodémographiques sont limitées en ce qui concerne la menace perçue, mais plus visibles en ce qui concerne le soutien à la défense autonome de l'UE. Les différences sociodémographiques dans la perception selon laquelle un pays est menacé restent relativement limitées. Contrairement aux questions précédentes sur les principaux défis et priorités de l'UE, l'âge ne structure pas fortement les réponses. L'accord selon lequel la sécurité nationale est menacée est de 54 % chez les 15-24 ans et les 25-39 ans, de 50 % chez les 40-54 ans et de 53 % chez les 55 ans et plus. Cela suggère que, lorsque les citoyens sont interrogés directement sur la sécurité de leur propre pays, le sentiment de menace est relativement largement partagé entre les générations. Les différences entre les hommes et les femmes sont également modestes, bien que les femmes (54 %) soient légèrement plus susceptibles que les hommes (51 %) d'admettre que la sécurité de leur pays est menacée.

Le soutien au renforcement de la capacité de défense autonome de l'UE présente des schémas socio-démographiques plus distincts. Elle est plus élevée chez les répondants âgés de 55 ans et plus (74 %) que chez ceux âgés de 15 à 24 ans (63 %), de 25 à 39 ans (62 %) et de 40 à 54 ans (65 %). Cela fait en partie écho aux résultats précédents montrant

Les différences les plus fortes sont attitudinales. Les répondants qui font confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense sont beaucoup plus susceptibles de soutenir une capacité de défense autonome de l'UE que ceux qui ne font pas confiance à l'UE dans ce domaine (75 % contre 59 %). Un écart similaire est observé entre les personnes satisfaites et insatisfaites du respect de l'état de droit dans l'UE (77 % contre 61 %). Ces résultats suggèrent que le soutien à la défense autonome de l'UE est étroitement lié à une confiance plus large dans la capacité de l'UE à agir efficacement. Toutefois, même parmi les groupes les plus sceptiques, le soutien reste majoritaire, ce qui confirme que le renforcement de la capacité de défense de l'UE est une attente largement partagée par la population européenne.

6.2 Confiance dans l'UE pour renforcer la sécurité et la défense

Une majorité d'Européens font confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense, bien que la confiance soit plus modérée que le soutien à la défense autonome de l'UE

Un grand nombre d'Européens font confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et protéger ses citoyens (56%), dont 12 % qui lui font entièrement confiance et 44 % qui ont tendance à lui faire confiance. Par rapport à janvier 2026, la confiance dans l'UE pour renforcer la sécurité et la défense a augmenté de quatre points de pourcentage, tandis que la proportion de ceux qui n'y font pas confiance a diminué. Les résultats indiquent donc une amélioration modeste mais nette de la confiance dans la capacité d'action de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense.

Ce résultat doit être lu parallèlement à la question précédente. Alors que plus des deux tiers des Européens conviennent que l'UE devrait renforcer sa capacité à se défendre de manière autonome contre d'éventuelles menaces extérieures, une plus petite majorité fait confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense dans la pratique. Cette lacune donne à penser que le soutien au principe d'une défense européenne plus forte va au-delà de la confiance dans la capacité de l'UE à la mettre en œuvre. Néanmoins, le fait que la confiance soit détenue à la majorité, et qu'elle ait augmenté

depuis janvier 2026, confirme que l'UE est considérée par de nombreux citoyens comme un acteur pertinent dans le domaine de la sécurité et de la défense.

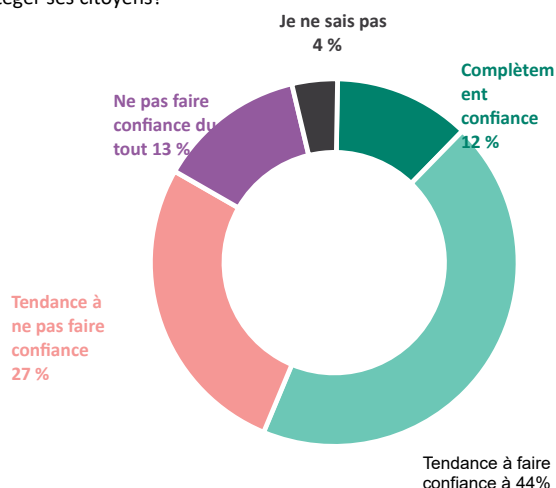
La confiance dans l'UE en matière de sécurité et de défense est la plus élevée à Malte et au Luxembourg, et la plus faible dans plusieurs des plus grands États membres.

La confiance dans l'UE pour renforcer la sécurité et la défense varie considérablement d'un État membre à l'autre. Il atteint ses niveaux les plus élevés à Malte (91 %) et au Luxembourg (88 %), suivis de Chypre (76 %), du Portugal, du Danemark et de la Lituanie (tous les 75 %) et de l'Estonie (72 %). Dans ces pays, la confiance dans la capacité de l'UE à protéger les citoyens est nettement supérieure à la moyenne de l'UE.

À l'autre extrémité de l'échelle, la confiance est la plus faible en Grèce et en Tchéquie (47 % dans les deux cas). Il est également relativement faible en Allemagne et en Italie (50 % dans les deux cas), en Slovaquie et en Bulgarie (52 % dans les deux cas), ainsi qu'en France et en Autriche (53 % dans les deux cas). Cela confirme que, bien que la confiance soit majoritaire ou proche de la majorité dans presque tous les États membres, la confiance dans le rôle de l'UE en matière de sécurité et de défense est plus limitée dans plusieurs grands États membres, en particulier en Allemagne, en Italie et en France.

La configuration du pays ne recoupe que partiellement le sentiment de menace nationale

Q8 Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et mieux protéger ses citoyens?



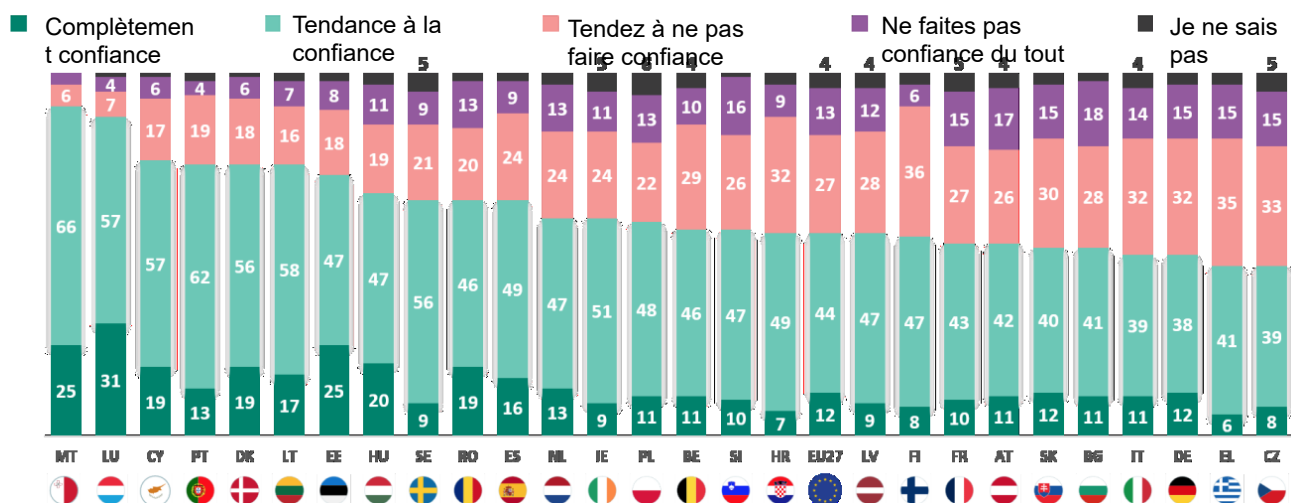
Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

décrit dans la section précédente. En Italie et en Estonie, un niveau élevé de confiance dans l'UE va de pair avec une forte perception des risques pour la sécurité, ce qui suggère que les pays les plus exposés aux conséquences géopolitiques de la guerre en Ukraine pourraient également accorder une plus grande confiance à l'action de défense menée au niveau de l'UE. Cependant, ce n'est pas systématique. Certains pays présentant une menace perçue relativement élevée, tels que la France ou l'Allemagne, affichent des niveaux de confiance plus modérés dans l'UE dans ce domaine. Cela indique que la confiance dans le rôle de l'UE en matière de sécurité et de défense n'est pas uniquement déterminée par l'exposition aux menaces extérieures, mais aussi par des attitudes nationales plus larges à l'égard de la capacité de l'UE à agir efficacement.

Par rapport à janvier 2026, la confiance a augmenté dans la plupart des États membres, mais à des degrés divers. Les hausses les plus fortes sont observées à Malte (24 points), en France (13 points), au Luxembourg (12 points), en Autriche (10 points) et en Slovaquie (9 points). La confiance a également sensiblement augmenté en Bulgarie et en Hongrie (8 points chacun), au Danemark et en Grèce (7 points chacun) et en Belgique (6 points). L'augmentation globale de la confiance est généralisée, mais inégale dans l'ensemble de l'Union européenne.

Q8 Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et mieux protéger ses citoyens?



La confiance dans l'UE en matière de sécurité et de défense est plus forte chez les jeunes répondants et chez ceux qui ont une plus grande confiance dans l'UE

L'âge est l'un des clivages les plus clairs. La confiance dans l'UE pour renforcer la sécurité et la défense est la plus élevée chez les répondants âgés de 15 à 24 ans (65 %) et reste supérieure à la moyenne de l'UE (56 %) chez les répondants âgés de 25 à 39 ans (59 %). Elle est plus faible chez les répondants âgés de 40 à 54 ans (53 %) et chez ceux âgés de 55 ans et plus (55 %).

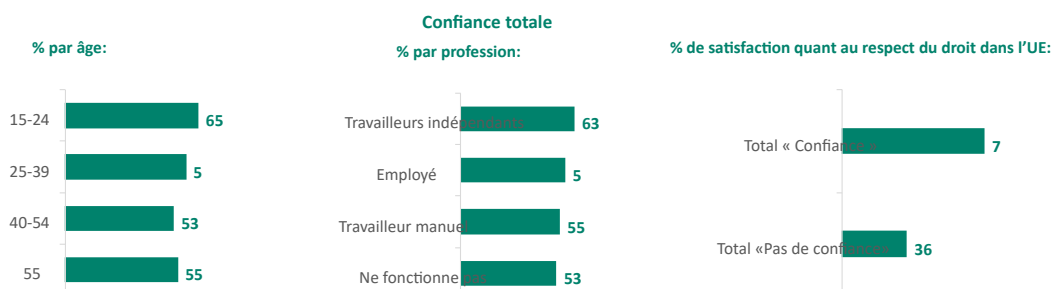
Ce profil d'âge est remarquable car les répondants plus âgés sont généralement plus susceptibles de considérer les questions liées à la sécurité comme des défis ou des priorités pour l'UE. Les jeunes répondants semblent moins susceptibles de se sentir directement concernés par les menaces pour la sécurité, mais plus susceptibles de faire confiance à l'UE pour agir dans ce domaine. Cela suggère une distinction entre la perception de la menace, qui tend à être plus forte chez les répondants plus âgés, et la confiance dans l'action de l'UE, qui est plus forte chez les jeunes Européens.

Les différences entre les hommes et les femmes sont limitées, bien que les hommes (58 %) soient légèrement plus susceptibles que les femmes (55 %) de faire confiance à l'UE dans ce domaine. La confiance est également plus élevée chez les répondants ayant fait des études supérieures (61 %) que chez ceux ayant fait des études secondaires supérieures ou postsecondaires non supérieures (54 %) ou des niveaux d'éducation inférieurs (55 %).

La confiance dans l'UE en matière de défense est nettement plus forte chez les moins de 25 ans (65 %)

Les différences les plus fortes sont attitudinales. Les répondants qui sont satisfaits du respect de l'état de droit dans l'UE (79 %) sont beaucoup plus susceptibles de faire confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense que ceux qui sont insatisfaits (36 %). Cela confirme que la confiance dans le rôle de l'UE en matière de sécurité et de défense est étroitement liée à une confiance plus large dans le fonctionnement de l'Union européenne.

Q8 Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et mieux protéger ses citoyens?



7. Spécifications techniques

Entre le 19 et le 24 juin 2026, Demoscopy a réalisé cet Eurobaromètre Flash 584 à la demande de la Commission européenne, direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la DG COMM). Il s'agit d'une enquête coordonnée par la direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la DG COMM).

Cet Eurobaromètre Flash couvre la population générale âgée de 15 ans et plus, dans l'ensemble des 27 États membres de l'UE. Cette population cible correspond au grand public tel que défini dans le contrat-cadre Eurobaromètre Flash. Au total, 25 904 entrevues ont été réalisées par le biais de l'interview assistée par ordinateur sur le Web (CAWI).

Le plan d'échantillonnage suit les spécifications standard du contrat-cadre, avec 1 000 entretiens dans les grands États membres et 500 entretiens dans les petits États membres (LU, CY, MT).

Nombre d'entretiens par pays

UE	UE	25904	LV	Lettonie	1010
BE	Belgique	1039	LT	Lituanie	1005
BG	Bulgarie	1007	LU	Luxembourg	506
CZ	Tchéquie	1016	HU	Hongrie	1030
DK	Danemark	1015	MT	Malte	512
DE	Allemagne	1008	NL	Pays-Bas	1024
EE	Estonie	1005	AT	Autriche	1017
IE	République d'Irlande	1036	PL	Pologne	1024
EL	Grèce	1008	PT	Portugal	1005
ES	Espagne	1005	RO	Roumanie	1014
FR	France	1005	SI	Slovénie	1016
HR	Croatie	1031	SK	Slovaquie	1003
IT	Italie	1009	FI	Finlande	1024
CY	Chypre	521	SE	Suède	1009

Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

Marge d'erreur

Les résultats de l'enquête sont soumis à des tolérances d'échantillonnage. La «marge d'erreur» quantifie l'incertitude relative aux résultats d'une enquête (ou la confiance dans ceux-ci). En règle générale, plus il y a d'entrevues (taille de l'échantillon), plus la marge d'erreur est faible. Un échantillon de 500 unités produira une marge d'erreur ne dépassant pas 4,4 points de pourcentage et un échantillon de 1 000 unités produira une marge d'erreur ne dépassant pas 3,1 points de pourcentage.

(tableau tiré d'un autre rapport Eurobaromètre)

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage

(à un niveau de confiance de 95 %)

Différentes tailles d'échantillons sont en rangées

divers résultats observés sont en colonnes

	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %	
	95 %	90 %	85 %	80 %	75 %	70 %	65 %	60 %	55 %	50 %	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000

8. Questionnaire

Mode d'entretien: En ligne (CAWI)

Population cible: Grand public, 15 ans et plus

Couverture : 27 États membres de l'UE

Dates des travaux sur le terrain: du 19 au 24 juin 2026

Taille de l'échantillon: 25904 entretiens (environ 1000 dans les grands pays et 500 dans les petits pays)

Questions sociodémographiques couvertes: âge, sexe, éducation, profession, région, urbanisation, composition des ménages et difficultés financières.

L'UE: forces, défis et priorités

Q1 : Selon vous, quels sont les principaux défis auxquels l'UE est actuellement confrontée? Veuillez sélectionner jusqu'à trois réponses.

(RANDOMIE 1-11 – MAX. 3 RÉPONSES)

Inégalités sociales 1

Croissance économique insuffisante 2

Le coût de la vie 3

La guerre en Ukraine 4

Conflits au Moyen-Orient (M) 5

Changement climatique et questions environnementales 6

Migration irrégulière 7

Crime et terrorisme 8

Impact des technologies numériques sur la société 9

Désinformation et manipulation de l'information 10

Questions de sécurité et de défense 11

Autres 12

Aucune 13

Je ne sais pas 998

Q2 Quels domaines, selon vous, l'UE devrait-elle traiter en priorité? Veuillez sélectionner jusqu'à trois réponses.

(RANDOMIE 1-17 – MAX 3 RÉPONSES)

Migration irrégulière 1

La guerre en Ukraine 2

Sécurité et défense 3

Économie et finances publiques 4

Industrie et compétitivité 5

Agriculture et sécurité alimentaire 6

Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

Changement climatique et environnement 7
Éducation et formation 8
Emploi, égalité sociale et compétences 9
Énergie 10
Commerce 11
Recherche et innovation 12
Santé publique 13
Impact des technologies numériques sur la société (N) 14
Démocratie, droits de l'homme et état de droit 15
Conflits au Moyen-Orient (N) 16
Autres 17
Néant 18
Je ne sais pas 998

La démocratie et l'État de droit dans l'UE

Q3 Selon vous, quels sont les éléments les plus importants d'une société démocratique?

(RANDOMIE 1-10 – MAX 3 RÉPONSES)

Élections libres et équitables 1
Liberté d'expression 2
Liberté et indépendance des médias 3
Respect de l'État de droit et protection des droits fondamentaux 4
Un système judiciaire indépendant 5
Les citoyens peuvent participer au débat public et à la prise de décision 6
Transparence et responsabilité des dirigeants politiques 7
Respect des droits des minorités 8
Lutte contre la corruption 9
Une forte opposition capable de critiquer le gouvernement 10
Autres 11
Aucun de ces 12
Je ne sais pas 13

Q4 Overall, à quel point êtes-vous satisfait ou insatisfait du respect de l'État de droit en...

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

		Très satisfait	Plutôt satisfait	Plutôt insatisfait	Très insatisfait	Je ne sais pas
1	(NOTRE PAYS)	1	2	3	4	998
2	L'UE	1	2	3	4	998

Q5 Pour chacune des actions suivantes, dites-moi si vous pensez qu'il est utile ou non de faire avancer la prise de décision politique au niveau de l'UE au-delà des élections?

(RANDOMIE – UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

		Très efficace	Assez efficace	Pas efficace	trèsPas du tout	Je ne sais
		2	3	4	pas	998
1	Être membre d'une association ou d'une organisation non gouvernementale					
2	Participer à une initiative citoyenne européenne (demande signée par au moins un million de citoyens dans au moins sept États membres invitant la Commission européenne à proposer de nouvelles lois dans des domaines où la Commission a le pouvoir d'agir) ou à un panel de citoyens européens (une assemblée de citoyens sélectionnée au hasard au niveau de l'UE travaillant ensemble sur des recommandations politiques)					
3	Participer à des mouvements politiques, des partis ou des syndicats					
4	Boycotter ou acheter certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales					
5	Participer à une manifestation ou à une manifestation					

Indépendance et commerce

Q6 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes?

(ROTÉ – UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

		Tout à fait d'accord	Tendance à mettre d'accord	seTendance à ne pas être d'accord	Totalement désaccord	enJe ne sais pas
		2	3	4		998
1	Les États membres peuvent obtenir de meilleurs résultats dans les négociations commerciales en collaborant au niveau de l'UE					
2	L'UE devrait renforcer son indépendance économique en diversifiant ses relations commerciales	2	3	4		998

Défense, y compris la future stratégie de sécurité

Q 7 Compte tenu du contexte international actuel, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes?

(ROTÉ – UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

		Tout à fait d'accord	Tendance à mettre d'accord	seTendance à ne pas être d'accord	Totalement désaccord	enJe ne sais pas
		2	3	4		998
1	La sécurité de (NOTRE PAYS) est menacée					
2	L'UE devrait renforcer sa capacité à se défendre de manière autonome contre les menaces extérieures potentielles (N)	2	3	4		998

Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

Q8 Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et protéger ses citoyens?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Complètement confiance	1
Tendance à la confiance	2
Tendez à ne pas faire confiance	3
Ne faites pas confiance du tout	4
Je ne sais pas	4

Crise énergétique

Q9 Selon vous, qu'est-ce qui peut aider l'UE à abandonner les combustibles fossiles?

(EST PREMIÈREMENT EXCLUSIF – ET, AUSSI, MULTIPLE – RANDOMIE)

Électrification accrue	1
Réduire la consommation d'énergie grâce à des mesures d'efficacité énergétique	2
Promouvoir des actions locales telles que les communautés énergétiques	3
Développer davantage de capacités en matière d'énergies renouvelables grâce, par exemple, à de nouveaux parcs éoliens et solaires	4
Investir dans des solutions nucléaires	5
Autres	6
Je ne sais pas	998

1. Tout d'abord?

2. Et puis?

Q10 Quelles mesures avez-vous prises, le cas échéant, en réponse à l'augmentation des prix de l'énergie à la suite du début de la guerre en Iran (fin février 2026) afin de réduire votre consommation d'énergie et de gérer plus activement votre consommation d'énergie? Vous avez...

(MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES - NONE ET DK SONT EXCLUSIVES -RANDOMISE)

Utilisation réduite du chauffage ou du refroidissement	1
Réduction de la consommation globale d'électricité	2
Amélioration de l'isolation ou de la performance énergétique de votre maison	3
Investissement dans des appareils plus économes en énergie	4
Surveillez votre consommation d'énergie de plus près	5
Comparaison ou modification de votre fournisseur d'énergie ou de votre contrat	6
Utilisation d'outils ou d'applications intelligents pour gérer la consommation d'énergie	7
Consommation d'énergie ajustée pour bénéficier de prix plus bas ou d'une consommation réduite aux heures où les prix sont plus élevés (par exemple, le matin, le soir)	8

Eurobaromètre Flash

Défis et priorités de l'UE

Installation ou installation envisagée de solutions d'énergie renouvelable (p. ex. panneaux solaires)	9
Rejoindre une communauté énergétique	10
Changez vos habitudes de transport pour réduire votre consommation d'énergie	11
Autres	12
néant	13
Je ne sais pas	998

Médias sociaux

Q 11 Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé par les risques suivants auxquels les enfants sont confrontés sur les médias sociaux?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT - RANDOMISE)

	Très préoccupé	Un peu inquiet	Pas très préoccupé	Pas du tout concerné	Je ne sais pas
1 Exposition à des contenus préjudiciables (p. ex. violence, automutilation, extrémisme, conseils en matière de santé ou de cosmétiques)	1	2	3	4	998
2 Soins en ligne ou exploitation sexuelle	1	2	3	4	998
3 Cyberintimidation ou harcèlement	1	2	3	4	998
4 Conception addictive	1	2	3	4	998
5 Risques liés à la protection de la vie privée des données (par exemple, collecte d'informations personnelles sur les enfants)	1	2	3	4	998
6 Recrutement pour activités illégales	1	2	3	4	998

Q12 La législation sur les services numériques (DSA) impose aux plateformes en ligne de mieux protéger les enfants contre les préjudices, qui pourraient résulter, par exemple, de la cyberintimidation, du toilettage, de l'exposition à du matériel extrémiste violent, d'une conception addictive ou de ce qu'on appelle des trous de lapin. Afin de renforcer encore la protection des enfants en ligne, quelles mesures l'UE devrait-elle prendre, selon vous, parmi les suivantes?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Adopter des règles au niveau de l'UE qui interdisent aux fournisseurs de médias sociaux d'offrir leurs services aux enfants de moins d'un certain âge	1
Adopter des règles au niveau de l'UE qui obligent les fournisseurs de médias sociaux à retarder l'offre d'accès à certains médias sociaux dangereux aux enfants de moins d'un certain âge	2
Renforcer les ressources allouées aux services répressifs	3
Laisser aux parents et aux écoles le soin de gérer la sécurité en ligne des enfants sans mesures supplémentaires au niveau de l'UE	4
Aucune action supplémentaire n'est nécessaire	5
Je ne sais pas	998

Eurobaromètre Flash
Défis et priorités de l'UE

QUESTIONS SUR LA DÉSINFORMATION

Q 13 Au cours des sept derniers jours, combien de fois êtes-vous tombé sur des informations en ligne que vous

(UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

	Quotidiennement ou presque tous les jours	Plusieurs fois par semaine	Moins souvent	Jamais	Je ne sais pas	
1 Je ne savais pas si c'était fiable	1	2	3	4	998	
2 Considéré comme faux ou trompeur	1	2	3	4	998	
Peut avoir fait partie d'une tentative d'un						
3 pays étranger ou d'une organisation d'influencer votre opinion	1	2	3	4	998	

DEMANDEZ À TOUS

Q14 Lorsque vous rencontrez des informations en ligne qui, selon vous, pourraient être fausses ou trompeuses, que faites-vous habituellement?

(RÉPONSES MULTIPLES POSSIBLES – RANDOMIE 1-5)

Ignorez-le	1
Vérifiez-le en comparant avec d'autres sources	2
Signalez-le à la plate-forme ou au site Web	3
Discutez-en avec vos amis/famille	4
Partagez-le en ligne	5
Je ne sais pas	998

DEMANDEZ À TOUS

Q 15 Quelles mesures parmi les suivantes, le cas échéant, devraient être prioritaires pour réduire l'incidence négative des informations fausses ou trompeuses en ligne?

(MAX. 2 RÉPONSES – NONE ET DK SONT EXCLUSIVES – RANDOMISE 1-6)

Des règles plus strictes pour les plateformes en ligne et les réseaux sociaux	1
Plus d'éducation et d'éducation aux médias pour les citoyens	2
Vérification plus indépendante des faits relatifs au contenu en ligne	3
Des sanctions plus sévères contre les contenus et activités illicites en ligne	4
Étiquetage clair des contenus générés ou manipulés par l'IA	5
Seuil d'âge minimal pour l'accès aux médias sociaux	6
Aucune mesure supplémentaire n'est nécessaire	7
Je ne sais pas	998

DEMANDEZ À TOUS

DX 1 Comment utilisez-vous les plateformes de médias sociaux pour obtenir des informations sur les émissions actuelles ou les questions politiques?

(UNE RÉPONSE UNIQUEMENT)

Plusieurs fois par jour	1
Une fois par jour	2
Plusieurs fois par semaine	3
Moins souvent	4
Jamais	5
Je ne sais pas	998